

LE SENEGAL A L'EPREUVE
DU DOCUMENT DE STRATEGIE DE REDUCTION DE LA
PAUVRETE (DSRP)

UNE ANALYSE INDEPENDANTE DE LA SOCIETE CIVILE
AU SENEGAL

Sous la direction de Jacques Habib Sy, Ph.D

Les dimensions véritablement inhumaines de
l'ajustement structurel

*Ce document est un tiré à part extrait de l'ouvrage de pres de 400 pages publié sous les auspices d'Aide
Transparence et Oxfam America (Afrique de l'Ouest) intitulé Pauvreté et hégémonismes : les sociétés
civiles africaines face aux ajustements de type nouveau (Dakar : AT/OXFAMAMERICA, 2002)*

Villa N°1951 Sicap Liberté III, Allées Ababacar Sy -BP 5216 Dakar-Sénégal ■ Tél (221) 864 39 76
Fax (221) 864 3992 ■ E-mail : ata@aidtransparency.org ■ Site web : <http://www.aidtransparency.org>

Introduction

Les dimensions véritablement inhumaines de l'ajustement structurel

Par Jacques Habib Sy, Ph.D

L'Afrique s'est davantage appauvrie en deux décennies d'ajustement structurel. Elle évolue à présent dans les marges de l'humanitaire, courbant l'échine pour ramasser les miettes que le système international en place veut bien encore lui consentir non sans vouloir mystifier les opinions du Nord à travers une campagne permanente et pernicieuse basée sur les notions de « fatigue » et « d'afro-pessimisme ». Ces clichés idéologiques sont des signaux de capitulation, ceux d'une troïka (les Etats-Unis, l'Europe, le Japon) qui a décidé de tourner le dos à l'Afrique après s'être livrée¹ à l'exploitation la plus féroce de ses ressources à la fois naturelles et humaines.

Cette crise, faut-il le rappeler, a été engendrée par l'anti-démocratie à l'échelle locale, l'échange inégal et les modes d'accumulation du capital à l'échelle planétaire. Elle a ensuite été aggravée par l'absence de volonté politique des pays les plus riches qui n'ont jamais voulu consentir au mieux plus de 0,33 % de leur PNB. En réalité, durant la décennie écoulée, les flux financiers des pays développés vers les pays en développement ont chuté de 0,33 % à 0,22 % du PIB des pays d'origine. Cette descente aux enfers pour les pays « assistés » entre en contradiction frontale avec les promesses du G7 d'atteindre la plateforme (déjà loin d'être « idéale ») de 0,7 % du PIB des pays pourvoyeurs dans le domaine de l'assistance au développement.

La tendance lourde qui se dessine ainsi à travers la réalité des chiffres, c'est que le financement public du développement entamé depuis l'époque coloniale entre les années 1930 et la Seconde guerre mondiale (la période dite des « grands travaux » du FIDES dans l'ancienne Afrique Occidentale Française) ne constitue plus le levier dominant de l'investissement en infrastructures et dans la sphère sociale (santé ; éducation ; habitat ; etc.).

Cette progression en pointillé participe, en réalité, de l'émergence, au sein de la communauté internationale, de l'urgente nécessité de satisfaire la demande en biens publics globaux². La pollution atmosphérique qui est surtout le fait des grandes puissances industrielles, l'instabilité sécuritaire liée à la croissance exponentielle de

¹ A l'exception du Japon qui semble se contenter, pour l'instant, du pillage des ressources halieutiques au large des côtes africaines.

² Voir l'ouvrage collectif coordonné par Inge Kaul et Isabelle Grunberg-Filatov, Global Public Goods : *****, New York : , 2000.

l'industrie d'armements du Nord qui déverse ses machines à semer la mort dans les pays du Sud³, le prolongement de la guerre dans les sites fluviaux et maritimes stratégiques de la planète (Suez ; Panama ; Gibraltar ; Mer Rouge ; Cap de Bonne Espérance ; etc), tension aggravée par la course aux ressources primaires blotties dans les entrailles océaniques, sans compter la bombe sidéenne qui menace jusqu'aux fondements économiques d'un nombre croissant de pays africains sont devenus des menaces suffisamment significatives (ne serait-ce que par ses effets « collatéraux » transcendant espace et distance) pour ne plus être ignorées par la petite minorité de décideurs des affaires du monde.

L'égoïsme et l'absence de vision des dirigeants des pays industrialisés a été encore une fois confirmée en Mars 2002 durant la Conférence internationale sur le financement du développement (Monterrey) durant laquelle les vagues promesses d'augmentation de l'aide au développement dans des proportions de toutes façons en-deçà des minimas acceptables définis il y a deux décennies ont été par la suite enfermées dans les tiroirs de l'oubli et de l'arrogance. Le nouveau fondamentalisme basé sur le profit et la prétendue transcendance absolue du « marché » ont fait basculer la nature des flux financiers dans la sphère du privé. C'est en quelque sorte le revers de la médaille du dépérissement de l'aide publique au développement. Ce virage s'est soldé par l'augmentation, en termes absolus, des investissements pour le financement du développement qui sont passés de 36 milliards de dollars E.U. en 1991 à 185 milliards de dollars E.U. en 1999 pour chuter l'année suivante à hauteur de 178 milliards de dollars E.U. Ces chiffres ne concernent qu'une fraction infime des flux en investissements financiers ciblant le développement qui équivalent en 2000 à 1,1 milliard de dollars E.U. Il convient de noter que ces types de financement qui sont à présent la forme dominante du financement exogène sont concentrés à l'extrême (en 2000, 80 % des investissements financiers pour le développement (IFD) ont été consentis à l'échelle d'une dizaine de pays seulement, cependant que les pays les moins avancés n'ont réussi à engranger qu'environ 2,5 % des flux totaux d'IFD.⁴)

Dans le même temps, l'avènement du "nouvel ordre" (un fondamentalisme politique de la droite américaine et occidentale qui s'inspire, comme son nom l'indique, de l'intégrisme religieux le plus conservateur) installe jusque dans les coins les plus reculés de la planète le règne des compagnies transnationales, des IFI et de politiciens sans envergure mis aux affaires par le truchement d'élections aux résultats surfaits puis asseptisés par des "instituts électoraux internationaux" taillés sur mesure.

Bien entendu, les agences internationales et leurs officines étatiques n'ont jamais reconnu leur part de responsabilité dans l'aggravation de la récession économique mondiale pour ne pas avoir à se justifier. Au contraire, comme à l'accoutumée, les technocrates maison

³ Le marché de l'armement, sans doute l'un des plus lucratifs, a occasionné en Afrique le syndrome de la « guerre des pauvres » dont on se rappelle l'une des manifestations dans le conflit frontalier qui avait opposé le Mali au Burkina Faso. Les armées extenuées par l'aridité du climat, la faiblesse de leur puissance de feu et l'inefficacité ont fini par cesser la guerre non sans avoir eu recours, paraît-il, au jet de pierres (!) entre forces ennemies.

⁴ Voir le Bulletin special des Nations Unies cite, p. 1.

et les mercenaires du “développement clé en mains” se sont rapidement et puissamment relayés à travers tous les appareils idéologiques d’Etat et privés à leur disposition pour sortir des “paradigmes” faussement nouveaux et servir aux contribuables des pays du G7 de nouvelles “priorités” du moment sur lesquelles se jettent goulument les intellectuels et les technocrates aux ordres du Tiers monde ainsi que les clubs fermés du développement international pour la plupart installés à Paris, Rome, Londres, Tokyo et Washington.

Or, le développement tel qu’il a été pratiqué jusqu’ici n’a induit que coups d’Etats, tensions pré et post-électorales, la misère, le manque à l’échelle endémique et peut-être sub-humaine et par-dessus tout l’endettement financier interne mais surtout externe et son corrolaire, la dépendance, voire la recolonisation désormais reconnue par les plus cyniques comme une fatalité, une bouée de sauvetage à laquelle, nous dit-on, l’Afrique ferait mieux de s’agripper pour éviter le naufrage. Quelle tromperie ! Les populations de base africaines n’ont jamais vraiment cru en ces fables. Elles ont courageusement relevé les défis à la mesure de leurs modestes moyens, mais à travers des efforts colossaux, presque prométhéens lorsqu’on songe aux hauts faits du paysan sahélien stoïquement arbuté sur une terre dont la fertilité a été liquéfiée par l’incompétence des « experts » du développement et surtout l’absence de vision des politiques agricoles⁵.

Selon la formule du professeur Ki-Zerbo, « on ne développe pas, on se développe ». Et il ajoute que « ce développement ne doit pas être le « développement » en Afrique, mais le développement de l’Afrique : c’est-à-dire « il n’y a pas de développement « clé en mains. » Le seul développement viable et valable est le développement clé en tête »⁶. Cette proposition du professeur Ki-Zerbo ainsi que toute la réflexion collective qui a été menée sous sa coordination avec un rare bonheur par des penseurs africains d’une rare perspicacité⁷ mérite un examen approfondi. La puissante contribution du Professeur Mamoussé Diagne sur la « critique du principe des paradigmes dominants »⁸ replace dans leur véritable contexte les paradigmes de l’Empire qui meublent ce qu’il appelle le royaume de l’extraversion (travestis et extravertis) et procède au camouflage savant des véritables mobiles de l’hégémonisme.

Il convient, par ailleurs, de noter que l’architecture idéologique et paradigmatique de l’ajustement structurel ne répond à aucune des questions clé du développement : 1/ de

⁵ Cinq siècles après son introduction au Sénégal par les Portugais, l’arachide continue de poursuivre sa chute programmée et de tenir le haut du pavé dans la politique agricole de ce pays dont les dirigeants politiques se gaussent à longueur d’années de discours grandiloquents qui ne trompent même plus les enfants de l’école primaire qui sont d’ailleurs entrés dans le cycle infernal des grèves scolaires et estudiantines.

⁶ Ibid., p. 1.

⁷ Voir l’ouvrage déjà cité de Ki-Zerbo sur le développement endogène en Afrique. Le premier chapitre intitulé « le développement clés en tête » déconstruit avec une efficacité remarquable les mythes et les « paradigmes » dominants sur le développement et suggère des pistes alternatives vers l’auto-développement et la définition autonome de l’endogène comme mode opératoire et déterminant du progrès social. L’endogène dont il s’agit ici « n’est pas un concept verrouillé ; ni dans un cadre historique, ni dans un espace géopolitique exclusif. L’endogène situé au cœur de dynamismes multiples qui le traversent, est un concept ouvert » (op. cit., p. 48).

⁸ Op. cit., pp 109-19.

quel développement s'agit-il (se développer ou développer) ? 2/ Par rapport à quel ordre, quel agencement, quelle structure prétend-on « ajuster » les économies et l'ordre social interne du pays « assisté » ? 3/ Qui bénéficie réellement de cet ajustement : l'ordre interne ou externe ? 4/ A l'intérieur des pays « ajustés », pour quels intérêts travaille-t-on et au renforcement de quelles forces sociales ?

Les véritables réponses apportées par l'ajustement structurel à ces questions sont camouflées derrière les paradigmes dominants trompeurs. L'ajustement structurel prétend, en effet, nous développer, penser à notre place sous le prétexte fallacieux que la réflexion interne est indigente ou au mieux inefficace. De ce fait, les documents de l'ajustement doivent être pensés, voire entièrement écrits par des fonctionnaires étrangers qui ne disposent d'aucun mandat ou de légitimité politiques pour prendre des décisions éminemment politiques sur les aspects sociaux et démocratiques de l'ajustement au sein de pays disposant d'instruments et de mécanismes souverains de prise de décision. Or, nous savons bien que personne ne pourra développer l'Afrique à la place des Africains. L'Afrique se développera par et pour elle-même à partir de déterminants à la fois endogènes et exogènes, il est vrai. En dernière instance, l'endogène doit instruire le processus du développement, le guider et l'aider à maintenir une gestion équilibrée des ressources et des besoins des générations présentes et futures.

Les points de vue arc-en-ciel qui émanent des organisations non gouvernementales du Nord indiquent souvent des prises de position certes courageuses, mais qui ne rencontrent pas toujours en tous points les préoccupations des OSC africaines et des secteurs en lutte contre la chape de plomb imposée dans leur espace social par les institutions financières internationales (IFI) et les agences bilatérales d'assistance au développement. Comme toujours en pareilles circonstances, il y a des glissements de sens, des prises de position qui répondent à des préoccupations souvent diamétralement opposées. Il en est ainsi des notions de pauvreté, de développement (l'indéfinissable paradigme), d'ajustement (par rapport à quels intérêts ?) de développement durable ou la notion du temps est convoquée sans le recours aux notions de distance, de vitesse, de rapports de force qui caractérisent les relations internationales, de l'espace géo-politique et surtout des intérêts en jeu et des antagonismes profonds qui en sont le soubassement voire le moteur). Il n'y a pas de développement « soutenable » et « durable » dans l'absolu. Ce qui est durable aujourd'hui peut s'effondrer le lendemain comme château de sable par suite d'un cataclysme ou de la guerre ou d'irrédentismes qui trouvent l'étincelle pour exploser comme une poudrière. Ce qui sera durable demain est peut-être déjà préfiguré par la détermination héroïque des paysans sahéliens et des femmes africaines en général qui tiennent à bouts de bras des secteurs entiers des économies nationales à travers des catégories abusivement classées de « domestiques » (un autre glissement de sens) ainsi que dans les sphères de l'épargne, de la revitalisation des coopératives (que ce soit sous la forme des « harambe » kenyans ou des « tontines » sénégalaises), etc.

L'autre réponse apportée par l'ajustement à l'agencement de l'ordre par rapport auquel les économies et les sociétés sont ajustées c'est l'extraversion dans la dépendance. Le système agricole est fondamentalement extraverti et ne fonctionne pas pour faire de l'avènement de la sécurité alimentaire une surpriorité. On favorise surtout la

consommation d'essence exogène au lieu de promouvoir la production endogène. L'ordre clé en mains auquel nous convie l'ajustement nous impose de tout importer : les idées de base (les paradigmes du développement), la nourriture, les vêtements, la culture pop mondialisée, les fils de téléphone, les postes radio, les téléviseurs, les ordinateurs, les machines de production rudimentaires et les produits de beauté bas de gamme agrémentés de produits de dépigmentation de la peau (pour davantage ressembler au modèle culturel et racial par rapport auquel on est ajusté.)

L'ordre ajusté favorise l'exportation des produits agricoles et miniers vers les centres du système capitaliste mondial selon les termes d'un échange fondamentalement inégal et à travers des règles de compétition féroces mais surtout injustes : les subventions sont bonnes pour le cultivateur d'arachide de la Georgie américaine mais pas pour celui du Sahel dont l'Etat se voit interdire toute possibilité d'assistance à 80 % de la population rurale ne disposant au surplus que d'instruments de culture moyenageux.

Et nous voici au centre de l'un des canulars les plus injustes et extravagants de l'« aide » internationale. Les principaux bénéficiaires de l'aide internationale sont les agriculteurs d'Europe et des Etats-Unis qui reçoivent respectivement chaque année 100 milliards de dollars E.U de l'Union européenne et 176 milliards de dollars E.U du gouvernement fédéral américain en subventions directes. Le cumul de ces montants annuels en l'an 2000 rien que dans le secteur agricole subventionné de l'Europe et des Etats-Unis équivalent à eux seuls à une fois et demie le flux global de l'investissement étranger direct. En dehors de ces subventions directes, il y a les subventions indirectes payées par les contribuables à divers titres et les consommateurs des pays du Sud qui achètent les produits d'origine agricole à des prix supérieurs à leur valeur réelle⁹.

Le jeune Américain peut bénéficier de l'instruction scolaire gratuite durant tout son cycle primaire et secondaire cependant que son jeune homologue Africain doit payer des frais de scolarité, des livres et des fournitures à des prix scandaleusement élevés. Les idéologues du développement s'étonneront par la suite (faussement bien sûr) des tendances structurellement négatives des balances commerciales, des balances de paiement et des performances de compétitivité sous ajustement. Les mêmes idéologues se garderont d'informer les opinions publiques du Nord que l'hémorragie de capitaux prend le sens tout à fait contraire de celui qui leur est généralement indiqué, c'est à dire que le Nord « aide » le Sud. Cette fausse assertion représente un crime monumental contre la majorité humaine car c'est en son nom que les injustices les plus violentes de l'histoire sont commises. La vérité c'est que le flux de capitaux s'opère du Sud vers le Nord comme l'indique la brillante démonstration de Thelma Awori dans la préface à cet

⁹ Oxfam a calculé que la culture de la canne à sucre en Europe coûte au consommateur Européen plus de 800 millions de livres sterling par an (voir « WSSD-aiddebte Listmanager » listmanager@forum.oneworld.net) dans le même temps où l'Union Européenne a mis un terme aux tarifs « préférentiels » des Accords de Lome et Cotonou et a érigé des barrières invisibles autour de ses marchés, ce qui rend de plus en plus difficile l'accès à ces marchés par les produits primaires ou conditionnés en provenance des pays africains et du Sud en général. Ces dispositions contredisent toute la litanie paradigmatique sur la « libéralisation » des marchés et la privatisation des secteurs productifs voire sociaux (eau ; électricité ; téléphone ; enseignement) des pays africains. Elles doivent être tenues pour responsables de la dégradation continue et drastique du niveau et de la qualité de vie dans ces pays.

ouvrage. Par conséquent, c'est le Sud et particulièrement l'Afrique qui aident (en termes réels) le Nord et non l'inverse. La prospérité et la croissance du Nord sont indubitablement liées à la saignée des ressources, du labeur et des revenus du Sud, particulièrement de l'Afrique, le maillon clé de ce pillage programmé.

Les nouveaux habits de l'ajustement structurel

Le projet stratégique de juguler de moitié la pauvreté dans le monde à l'horizon 2015 est un objectif de capitulation. Les IFI et les puissances industrielles ont décidé, à travers le Millenium Development Goal (MDG) et les Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (DSRP), devenus en la circonstance l'unique point d'entrée du financement du développement, de tourner le dos au développement. On ne développe plus, on n'éradique plus la pauvreté, on ne se soucie plus du « développement humain durable et soutenable », on prétend « réduire » la pauvreté en utilisant les mêmes paradigmes, les mêmes méthodes de l'ajustement d'essence stratégique exogène, anti-pauvre et accélératrices de la pauvreté dans le monde. En décidant, en 2015, d'avoir près de 2 milliards de pauvres dont il faudra s'occuper « par la suite », on ne fait que repousser les échéances fatidiques, l'heure de vérité. D'après les projections de la Banque Mondiale¹⁰, il y aura d'ici 2050 environ 9 milliards d'êtres humains sur la planète et un Produit National Brut cumule de quelque 140 milliards de dollars E.U. par an. Comment répartir de façon équitable les richesses produites en tenant compte du fait qu'aujourd'hui plus d'un milliard de personnes vivent avec moins d'un dollar E.U. par jour ? Comment ignorer plus longtemps que l'accroissement démographique dans les pays non industrialisés, l'accumulation capitaliste sur les richesses du sol et du sous-sol, des océans et des forêts font courir à l'humanité toute entière les risques de désastres environnementaux, sociaux et sécuritaires sans précédent dans la longue aventure humaine ?

Le problème, ce n'est pas tant la bombe démographique et toute l'offensive cartériste et raciste sur cette question, que la justice et l'équité qui doivent prévaloir entre les nations et à l'échelle des pays entre les classes sociales, les jeunes, les adultes et les personnes âgées, et entre hommes et femmes. Il faut donc repenser toute la problématique du développement par rapport aux dysfonctionnements de la société globale, à l'hégémonie sans partage des sociétés transnationales financières et commerciales et à la mainmise des conglomerats politiques sur les richesses, les opportunités et les services au détriment des majorités silencieuses.

Les nouvelles formes d'ajustement exigées par les puissances industrielles via les institutions financières internationales relèvent de l'hypocrisie. Il est, en effet, plus facile d'imposer aux nations isolées et amoindries du Tiers monde, des mesures « radicales » d'assainissement économique (selon de prétendues « lois » immuables du « marché » qui n'en sont pas en réalité), que de demander aux consommateurs des pays industrialisés de

¹⁰ Voir Eurodad, 22 Aout 2002, listmanager@forum.oneworld.net. Ces données sont tirées du rapport de la Banque Mondiale intitulé « Sustainable Development in a Dynamic World ». Voir aussi le site de la Banque Mondiale <http://www.worldbank.org/wdr>. The World Development Report is also available as a pdf-file at <http://www.boell.org/docs/WSP19-WDR2003.pdf>.

mettre un frein à la surconsommation. Ces types de mesures pourraient s'avérer impopulaires, les politiciens des puissances libérales préférant taire la vérité en général plutôt que d'instruire leurs opinions publiques du fait que le Sud aide le Nord et non l'inverse, que le flux net de capitaux du Sud vers le Nord est beaucoup plus important et que la prospérité du Nord s'est édifiée sur le pillage des ressources à la fois humaines et naturelles du Sud, de l'Afrique en particulier.

Cela dit, il serait erroné de comprendre par là que les élites politiques et traditionnelles des pays africains n'ont aucune part de responsabilité dans la crise profonde dans laquelle ces derniers évoluent présentement. Les élites politiques ont très largement contribué à l'approfondissement de celle-ci, avec la complicité des institutions financières internationales et des anciennes puissances coloniales qui se sont longtemps cachées derrière une attitude de laissez-faire complice. C'est au nom de ce même ponciphilisme qu'on a encouragé les sociétés transnationales à la pratique de la corruption à une large échelle au sein et en dehors des frontières étatiques. La corruption s'est ainsi emparée des institutions, des lois et a rendu possible le détournement des deniers publics à une échelle qui défie parfois le bon sens¹¹. C'est pourquoi, la croisade anti-corruption menée par les agences internationales de développement ne saurait être prise au sérieux tant qu'elle ne s'appuie pas sur le principe que l'acte de corruption implique un corrupteur et un corrompu, l'un et l'autre se comportant comme des sangsues sur le corps supurant d'une Afrique pillée outrageusement. La circonspection doit également être de mise lorsqu'on aborde les rivages attrayants de tous ces index trompe l'œil sur la corruption et la transparence dans le monde.

Les véritables pillages financiers à travers la corruption et l'opacité (tout ce que cachent l'Etat et les transnationales) sont passés sous silence (particulièrement les comptes off shore cachés dans les paradis fiscaux du Nord ainsi que les comptes de l'argent sale et du diamant ensanglanté enfouis dans les comptes spéciaux suisses, du Lichtenstein et de certaines îles du Pacifique). La véritable corruption de cols blancs s'opère dans ces havres pestilentiels dont l'indignité n'a d'égale que la cupidité. Des pays entiers -la Suisse, en particulier- se sont enrichis sur le dos de l'argent volé par les dictateurs africains comme Mobutu Sésé Séko, Abacha et d'autres qui, une fois chassés du pouvoir ou surpris par une mort violente, rendent impossible toute tentative ultérieure de récupérer l'argent pillé des contribuables Africains. Il faut qu'on cesse d'amuser la galerie par ces jeux puérils. La problématique de la corruption ne peut être sérieusement prise d'assaut que sous l'angle de l'économie politique et à travers une action populaire

¹¹ Il n'y a qu'à se référer aux scandales de la "Françafrique" et aux imbroglios politico-financiers au Gabon (pétrole et financement des partis politiques français par les fonds publics locaux), au Congo (pétrole), en République Démocratique du Congo (minerais stratégiques), en Angola (pétrole et minerais stratégiques), au Tchad, en République Centrafricaine (avec le fameux diamant clandestinement « offert » à l'ancien Président Français Giscard d'Estaing, le même qui vient donner à présent aux Africains des cours de probité et de transparence financière !), en Sierra Leone (avec la mainmise du lobby juif et libanais sur les diamants), au Nigeria (la caverne d'Ali Baba d'aventuriers de tous poils), au Sénégal (avec les détournements endémiques de deniers publics et la corruption généralisée), en Côte d'Ivoire (où les limites de la descendance ont longtemps été dépassées en matière de détournements de deniers publics et de pillage organisé des ressources nationales) et presque partout ailleurs sur le sol africain, pour se rendre compte de l'étendue du désastre.

concertée dont la société civile (à l'exception de la société civile alibi et de tous ces opportunistes à la mise impeccable) ne saurait être écartée.

Pour revenir à la problématique de l'ajustement nouvelle formule, la première remarque qui s'impose au sujet des objectifs de développement du millénaire, c'est qu'ils sont trop lâches et laissent intacts les fondements de l'inégalité des nations et de la lutte des classes inhérente au capitalisme. C'est le système capitaliste en tant que tel et ses mécanismes d'accumulation et de spoliation des ressources naturelles et des biens publics qui sont la cause profonde des inégalités de revenus. A cela s'ajoutent les lois d'airain du commerce international qui affament les plus pauvres. Les conséquences d'une telle situation ne se sont pas fait attendre en Afrique sub-saharienne. Le Zimbabwe, la Zambie, le Malawi, le Mozambique, le Swaziland, Madagascar et le Lesotho vivent déjà une crise humanitaire sans précédent et sont sérieusement menacés à la fois par une famine généralisée, la pauvreté chronique et les effets dévastateurs de la pandémie du VIH/SIDA. L'Ethiopie (qui est de nouveau menacé par une famine récurrente) a déjà fait son chemin de croix à cet égard ainsi que les pays du Sahel frappés de plein fouet par la désertification des années 1970, sans compter des parties aussi pleines de potentiel que les zones septentrionales du Kenya et de la Côte d'Ivoire. Même la superbe vitrine mauricienne montre ses limites et laisse éclater au grand jour les souffrances occasionnées par le chômage et la disparité énorme de revenus entre riches et pauvres.

Les stratégies de réduction de la pauvreté de la Banque Mondiale et du FMI poussent les Africains à organiser de vastes marchés de consommateurs. La mise en œuvre des DSRP coïncide avec le sabotage de la vieille OUA et l'émergence d'une Union africaine qui a été enfantée dans la douleur si l'on en croit la presse africaine qui s'est fait l'écho des démêlés épiques entre chefs d'Etats sur la question de Madagascar, la CEDEAO, l'UEMOA, la monnaie unique, le passeport unique et tous les mécanismes nécessaires à fédérer l'Union, à assurer la circulation des biens et des personnes, la fluidité des échanges, la levée des barrières tarifaires et par-dessus tout à remédier à la grande faiblesse des infrastructures de base sans lesquelles il n'y a pas de vie organisée possible (télécommunications ; routes transrégionales ; aéroports et ports modernisés ; structures sanitaires, scolaires et universitaires performantes ; etc).

C'est dans ces circonstances que des efforts croisés ont été déployés par les Présidents Tabo MBéki d'Afrique du Sud, Olusegun Obasanjo du Nigéria, Abdel Aziz Bouteflika d'Algérie, Moubarak d'Egypte (les locomotives économiques du continent africain) auxquels se sont joints à mi-chemin ceux d'Abdoulaye Wade du Sénégal qui entendait promouvoir son plan Oméga.

La jonction entre les Cadres de Lutte Contre la Pauvreté (CLCP) de la Banque Mondiale et, par voie de conséquence, les Documents de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et les stratégies d'intégration régionale ont eu lieu sur le tard, de façon éparse, à l'échelle de cadres nationaux de réduction de la pauvreté. C'est ainsi que le DSRP sénégalais consacre à peine deux paragraphes au NEPAD (version de juillet 2002.) Le NEPAD est devenu un enjeu politique de première importance au Sénégal compte tenu de l'engagement personnel du Président Abdoulaye Wade à cet égard et du fait qu'il en

fait un cheval de bataille pour libérer les forces productives et attirer les investisseurs privés internationaux qui n'ont pas l'air du tout pressés de placer, ne serait-ce que quelques ballons-sondes au Sénégal. C'est pour cette raison qu'il est important d'analyser la véritable portée du NEPAD en tant qu'instrument à la fois économique, politique et social de lutte contre la pauvreté.

Les observations qui suivent n'ont d'autre objet que de soulever quelques questions que l'auteur juge fondamentales par rapport au projet de construction à la fois nationale et régionale qui leur est proposé à travers le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD.) Elles mettent à nu, par ailleurs, les inconsistances de ce projet sur le plan de l'utilisation des Technologies de l'information et de la communication (TIC) ainsi que sur les utopies négatives véhiculées par les auteurs du NEPAD en ce qui concerne le rôle des TIC et de l'investissement privé dans le projet de relance du développement à travers des mécanismes entièrement pris en charge par les lois d'airain du «marché», de la compétition internationale et de la mondialisation néo-libérale.

Postulats de base du NEPAD

Les postulats de base du NEPAD en matière infrastructurelle sont les suivants :

Les infrastructures qui permettent la mobilité des biens et des personnes (routes, aéroports, chemins de fer, aéroports, télécommunications) sont l'un des paramètres essentiels de la croissance économique et peuvent, par conséquent, permettre à l'Afrique d'atteindre le même niveau de développement que les pays développés dans le domaine de l'accumulation de capitaux humains et matériels (chapitre B1, 96 et 97 de la mouture d'octobre 2001 du NEPAD), de la production et de la productivité ainsi que de l'accès aux biens et services à des prix compétitifs (paragraphe 98.)

Les infrastructures décrites plus haut permettent, lorsqu'elles existent de façon satisfaisante, de renforcer la coopération régionale et le commerce à travers les frontières existantes (chapitre 102), de protéger l'investissement privé et d'en réduire les aléas par la mise en place de politiques et de cadres juridiques appropriés et d'acquérir les connaissances et le know how nécessaires à « l'installation, la mise en marche et l'entretien des réseaux infrastructurels et technologiques africains » (au sens anglo-saxon de « hardware ») (chapitre 102.)

Pour permettre au capital étranger de s'épanouir librement et à travers le maximum de profit, l'action doit être orientée vers la mise en place d'instruments et de mécanismes juridiques favorables à la compétition, « initier le développement d'institutions et de réseaux de formation capables de produire des techniciens et des ingénieurs de haut niveau » pour la gestion et l'entretien des infrastructures nouvelles à mettre en place (chapitre 103), promouvoir la participation communautaire dans la construction, la gestion et la maintenance de telles infrastructures à travers le soutien de la Banque Africaine de Développement en matière de mobilisation des ressources financières et la promotion du partenariat public et privé (Ibidem.)

Les TIC, un élément important de la révolution du secteur de l'information et du progrès technologique, sont un « accélérateur de la croissance économique et du développement, du commerce intra-régional et de l'intégration de l'Afrique dans l'économie globale » (chapitre 107.) « L'utilisation intensive des TIC peut apporter à l'Afrique des avantages comparatifs sans précédent (souligné par l'auteur) dans les processus de démocratisation et de bonne gouvernance, l'intégration de l'Afrique dans la nouvelle société de l'information, la planification agricole, environnementale et infrastructurelle, la production d'une masse critique de spécialistes des TIC, la recherche et la mise en place de programmes pour lutter contre l'analphabétisme, l'identification et l'accès rapides aux opportunités de commerce, d'investissement et de finances, l'apprentissage à distance sur une base régionale dans les secteurs de l'éducation et de la santé et, enfin, la gestion des conflits, le contrôle des pandémies et la mise en place de mécanismes d'alerte précoce dans les zones de tension politique et sociale (chapitre 108).

Il est possible, en mettant en place le dispositif ainsi postulé, d'atteindre l'objectif central d'élever à deux lignes de téléphone pour 100 habitants d'ici l'an 2005 (chapitre 110). Le gage principal de succès de cette formidable plateforme de développement technologique et social par l'utilisation accélérée des TIC est de « travailler avec les agences régionales telles l'Union Africaine des Télécommunications et Africa Connection en matière de réforme juridique et politique du secteur des télécommunications et avec les institutions de financement du développement et les initiatives multilatérales (la Dot Force du G8 et le Groupe de Travail de haut niveau des Nations Unies) pour réduire les risques financiers liés aux investissements dans le secteur des télécommunications.

Utopies du NEPAD

La première erreur conceptuelle des fondateurs du NEPAD est de prétendre qu'il y a un passage mécanique entre la sphère des TIC et le processus d'accumulation du capital voire la croissance économique dès lors que les infrastructures relatives aux TIC sont mises en place à l'échelle sous-régionale et régionale. Ce débat est dépassé depuis belle lurette. Dans les années 1960-70, les tenants de l'approche techniciste (Schramm et Lerner, en particulier, aux Etats Unis) avaient prophétisé pendant de nombreuses années qu'il importait d'abord de mettre en place les infrastructures de communications, en particulier le téléphone, la radio et la télévision, pour induire des changements « positifs » vers la « modernité » et entrer de plein pied dans la « civilisation » représentée par la société de consommation. Ces vues ont depuis lors été battues en brèche et démenties à la fois par la recherche en communication et par les développements récents en matière d'utilisation des moyens de communications¹². La recherche a montré que la sphère des communications, par elle-même, ne saurait être une condition nécessaire et suffisante pour atteindre la croissance, la productivité, des niveaux adéquats de production et le développement économique et social en général¹³. Les moyens de communication sont

¹² Cf. Jacques Habib Sy, Telecommunications Dependency : the African Saga (1850-1980), Dakar : Alternative Communications, 1996.

¹³ Armand Mattelart et Seth Siegelau, Communications and Class Struggle : I : Capitalism, Imperialism, New York : IMRC, 1979. Voir aussi de Mattelart : Multinational Corporations and the Control of Culture: the Ideological Apparatuses of Imperialism, Paris: Anthropos, 1976.

un outil, certes important, mais un outil tout de même, un canal par lequel s'expriment et s'affairent les sphères dominantes de la société et les milieux d'affaires dans le processus d'accumulation du capital.

Les propositions d'Armand Mattelart ont montré dès la fin des années 1970 que le processus d'accumulation du capital à travers les âges conditionne dans une très large mesure l'existence de systèmes historiques de communication (au sens de Wengraf) avec les rapports et les moyens de communications générés par chaque époque historique. Cette thèse a été renforcée par mes propres observations sur le processus d'accumulation du capital informationnel et communicationnel au sein des centres du capitalisme mondial et dans les périphéries tiermondistes de ce système unique déjà marqué dès la haute antiquité égyptienne, et de façon plus évidente à partir de la période mercantiliste (comme l'ont si bien montré les travaux de Braudel), par une mondialisation avant la lettre caractérisée par l'existence d'une civilisation dominante autour de laquelle gravitent des centres politiques, commerciaux et culturels vasaillés. Par la suite, dans le contexte africain, les différentes phases accumulationnistes ont eu comme corrolaire des formes spécifiques de mondialisation du marché des télécommunications à travers les zones dites « utiles », c'est à dire les zones agricoles et minières des côtes africaines¹⁴.

La périodisation de l'histoire des communications¹⁵ montre bien qu'à chaque système de communication historique a correspondu un moyen de communication dominant (le bateau à vapeur, le télégraphe, le téléphone, la radio) ou une combinaison de plusieurs moyens de communications (l'ordinateur, la télévision, le téléphone, la vidéo ont été phagocytés par le multimédia et cette tendance vers la canibalisation des moyens de communication individuels au profit de moyens intégrés et miniaturisés semble être une tendance presque irréversible de la « société de l'information »)¹⁶ (Sy, 2000). A chaque époque ont correspondu des utopies sur les possibilités prométhéennes offertes par le « nouveau » médium de l'époque.

Les utopies véhiculées par les auteurs du NEPAD ne sont pas nouvelles, par conséquent. Ce qui est surprenant c'est qu'elles ne s'abreuvent pas aux faits de l'histoire en essayant d'en tirer les leçons qui s'imposent. Soutenir l'idée, sans même en démontrer le bien-fondé, que la croissance est déterminée par l'accès aux TIC est une erreur fondamentale. Il n'y a aucune sorte d'automatisme entre la présence (qualitative et quantitative), même théorique des TIC et la croissance économique. Du reste, la croissance n'est pas le développement comme l'ont suffisamment démontré les économistes au cours des vingt dernières années.

¹⁴ Voir l'ouvrage de Sy cité précédemment.

¹⁵ Voir la thèse doctorale de Jacques Habib Sy, *Capitalist Mode of Communications, Telecommunications Dependency and Satellite Planning on a Panafrikan Scale*, Ph.D. Thesis, Washington, D.C., Howard University, 1984. Voir en particulier la périodisation suggérée par l'auteur en matière d'évolution des moyens de communication.

¹⁶ Jacques Habib Sy, *Africa in the Information Age : Partnerships in Higher Education in the 2000s*, communication présentée à la Conférence sur le Partenariat en Matière d'Éducation en Afrique, Botswana, 1998.

La mobilité des biens et des personnes ne saurait être créée ex-nihilo, par on sait quel coup de baguette magique, grâce aux infrastructures de communications. Cette mobilité est conditionnée et précédée par les exigences d'accumulation du capital, de la production, du commerce international et de la nécessité de conduire les transactions financières, boursières et bancaires avec une rapidité toujours renouvelée. Les flux transfrontaliers de données (en particulier les données stratégiques à caractère commercial et financier voire technologique) sont invariablement le révélateur d'intenses activités et d'une intégration avancée dans le système dominant d'accumulation du capital à l'échelle mondiale.

De même, la mise en place de systèmes d'information et de communication aussi sophistiqués soient ils, ne garantit aucunement la vitalité de la coopération régionale et du commerce transfrontières. Cette vitalité est le fruit de facteurs politiques et sociaux voire économiques qui représentent l'ossature du processus de développement national ou sous-régional.

Le postulat selon lequel l'Afrique doit être considérée comme une entité unie ou à fort potentiel d'unification n'est convoqué qu'implicitement par les auteurs du NEPAD. On ne voit nulle part une tentative de justification des processus d'«unification» ou même d'unité réelle du continent africain. L'utopisme sur l'unification de l'Afrique peut être mise au compte d'une utopie positive en ce qu'elle peut effectivement permettre à l'Afrique de fédérer ses efforts de production, d'intégration et de formation tout en parlant d'une voix plus puissante dans la jungle des relations internationales. Mais cette utopie ne saurait être positivée en réalité qu'à travers une analyse sans concession du rôle de l'Afrique dans la division internationale inégale et le rôle qui lui est assigné par les politiques d'ajustement structurel -quelles qu'en soient les variantes, politiques qui l'ont rendue exsangue depuis deux décennies tout en accélérant la ruine du peu d'infrastructures déjà existantes.

A la limite c'est un devoir presque moral pour les dirigeants Africains d'indiquer à leurs peuples respectifs les causes de l'échec du développement par le truchement de l'«aide» et du financement du développement, comme l'a indiqué publiquement le Président Abdoulaye Wade au cours d'une de ses nombreuses sorties sur le NEPAD. Ce devoir de vérité devrait également être attendu de la Banque Mondiale et du FMI qui, tout en reconnaissant l'échec de leur potion magique (l'ajustement structurel), ne reconnaissent pas leur pleine responsabilité dans l'aggravation de la dette extérieure africaine et les conditions scandaleuses dans lesquelles les prêts ont été dilapidés par des oligarchies locales aux abois avec leur complicité et celle des grandes puissances. Ce cynisme des institutions financières internationales participe du mépris dans lequel on tient les peuples africains, en particulier les communautés impuissantes et appauvries dénuées d'un leadership politique à la mesure des enjeux du moment.

Le second postulat du NEPAD, à savoir la corrélation entre l'existence des TIC et la coopération régionale, laisse pantois tant l'argument est dénué de relief. Car l'Afrique était mieux intégrée entre les 8ème et 18ème siècles lorsqu'elle avait organisé ses centres commerciaux autour d'un entrelacs de voies de communications à travers le désert du

Sahara, la savane et la forêt pour garantir la circulation des biens et des personnes. Les TIC n'existaient pas encore, ce qui n'a pas empêché la coopération régionale de cette période d'émerger et de s'affirmer de façon durable pendant des siècles avant de s'effondrer sous la poussée des invasions arabes, européennes et des hégémonismes internes. Cela dit, il est indéniable que les TIC peuvent être un adjuvant de la coopération régionale, mais elles n'en conditionnent ni l'émergence ni l'existence.

Il y a une autre contradiction que recèle cette proposition du NEPAD dans la reconnaissance des « frontières existantes » comme cadre de renforcement de la coopération et du commerce alors que l'on convie l'opinion internationale au renforcement de l'intégration régionale.

En réalité, l'intégration dont il s'agit est celle des marchés dans une verticalité des plus abruptes allant dans le sens Nord/Sud. En outre, l'objectif de ce postulat reste limité à l'installation et l'entretien des réseaux d'information et de communication, en excluant toute possibilité de promouvoir les capacités locales de fabrication des moyens de communications (les satellites, les ordinateurs et même les postes de radio ou les appareils de téléphone qui sont des technologies à la portée des ambitions d'industrialisation d'un continent aussi vaste et riche que l'Afrique).

L'absence d'industrialisation du secteur des communications est sans doute l'une des plus grandes tragédies de l'Afrique puisqu'elle aggrave la fracture numérique et maintient tout un continent dans la préhistoire des communications.

Le troisième postulat du NEPAD, la mise en place d'instruments juridiques et de réseaux de formation de techniciens et d'ingénieurs de haut niveau soulève le débat autour de l'utilité de l'OHADA, par exemple, qui était supposé protéger l'environnement des affaires en Afrique et qui continue d'être royalement ignoré par les Etats de la région. Il faut également citer l'existence d'une kyrielle d'institutions supérieures de formation qui sont cruellement laissés à l'abandon des rares agences de développement qui consentent encore de maigres budgets de fonctionnement. Plusieurs centres d'excellence sont créés avec tout le panache nécessaire et sont aussitôt abandonnés à l'oubli et à la dégénérescence inexorable parce que les pays africains, il convient de le reconnaître, n'ont cure d'entretenir ces centres et aussi parce qu'ils considèrent les jeunes cadres qui y sont formés comme une source de subversion et peut-être de remise en cause de l'hégémonie exercée par les cercles politiques dominants dans l'accès aux opportunités, aux services et aux ressources.

Les concepteurs du NEPAD comptent sur la Banque Mondiale pour mobiliser les ressources financières nécessaires. Cela voudrait dire que l'on va continuer comme on l'a fait par le passé d'enrichir une petite minorité pouvoiriste au détriment de communautés exsangues à qui l'on va demander par la suite de rembourser des dettes fondamentalement illégales. Cela signifie surtout, comme l'a très justement montré Sanou MBaye¹⁷ dans l'une des meilleures analyses à ce jour des enjeux géostratégiques,

¹⁷ Sanou MBaye, *Le NEPAD, l'Afrique noire et la mondialisation*, Walfadjiri (Dakar, Sénégal), Samedi 7, Dimanche 8 Septembre 2002, p. 10. Cete sortie courageuse de Sanou MBaye est à saluer au moment où les

économiques et politiques soulevés par la mise en œuvre du NEPAD, que l'Afrique va encore une fois se livrer pieds et poings liés aux forces de la mondialisation, c'est à dire les transnationales, les détenteurs de capitaux et tous les appareils de légitimation internationale à leur disposition. Sanou M'Baye montre, faits et chiffres à l'appui, que le mode de financement du NEPAD (assistance bilatérale et multilatérale, investissements directs étrangers et secteur privé) et les secteurs ciblés qui ne sont investis que par les institutions de Bretton Woods et la Banque Africaine de Développement, à part les financements bilatéraux, ne sont pas des modes de financement qui peuvent sortir l'Afrique de l'impasse dans laquelle l'ont emprisonnée les mêmes forces, et peut-être les secteurs les plus féroces de ces dernières, auxquelles elle tend de nouveau la main.

Les avantages comparatifs supposés de l'utilisation intensive des TIC à travers le NEPAD participent de la prestidigitation. L'aspect comparatif de ces avantages n'est démontré nulle part. Ce sont des affirmations péremptoires qui n'ont aucune sorte de validité comme nous l'avons déjà indiqué plus haut. L'intégration de l'Afrique dans la nouvelle « société de l'information » ne se réglera pas par décret présidentiel. Il n'est même pas sûr que cette intégration soit à l'ordre du jour des priorités des peuples africains. Car l'intégration dont il s'agit ici est une intégration de type vertical dans l'infrastructure globale d'information (global information infrastructure) et au sein du processus de la mondialisation. C'est une infrastructure qui sert à unifier les marchés du monde capitaliste et, par delà les marchés, les forces productives, les consommateurs, les forces politiques de collaboration des périphéries du système et les appareils idéologiques privés et publics que sont la télévision, la radio, le multimédia, la miniaturisation électronique, les satellites de communications, les câbles sous-marins et toutes les combinaisons possibles et imaginables qu'offrent ces différentes plateformes techno-commerciales.

Le « village planétaire » macluhanien, voilà le montage dans lequel les forces à la fois publiques et privées du G7 assignent une place à l'Afrique et à tous les pays du Tiers monde. La référence à la notion de village signifie simplement que la virtualisation de l'information et sa digitalisation combinée à la rapidité de son transfert soumet, en effet, l'espace planétaire comme jamais auparavant dans l'aventure humaine, à une trilogie interactive entre l'espace, le temps et la distance.

Pour la première fois, la conjugaison entre le temps global et le temps local est devenu possible à travers le temps « glocal. » Cette nouvelle mesure du temps nous renvoie au cœur même du projet de la mondialisation. Toute action « locale », tout événement « sous-régional » en n'importe quel point du globe et du système capitaliste mondial a des répercussions sur l'ensemble du système et vice-versa. Le tout et la partie, l'un et le multiple, ne font plus qu'une seule et même unité et c'est pourquoi le mouvement anti-mondialisation, pour être effectif, n'a d'autre possibilité que de se dé-territorialiser et de se mondialiser au risque bien évident de tomber dans le piège de l'attitude réactive consistant à se battre uniquement et de résister à la mondialisation à partir de l'agenda de cette dernière et non nécessairement celui des peuples et des communautés opprimées en lutte.

intellectuels Africains et Sénégalais en particulier ne semblent pas avoir saisi la mesure des enjeux du NEPAD sur les intérêts immédiats et à long terme de l'Afrique.

De Seattle à Davos en passant par Porto Allegre, le mouvement social « mondial » qui s'exprime est principalement celui émanant de la petite bourgeoisie des pays industrialisés ou le taux élevé de chômage, l'incertitude créée par le modèle de développement capitaliste, la destruction des ressources et du patrimoine environnementaux, l'aggravation des disparités entre classes sociales, la délocalisation des emplois dans les havres fiscaux de certaines parties du Tiers monde, ôtant ainsi le pain de la bouche de millions de travailleurs des pays membres de l'OCDE, rendent impérative et urgente la lutte contre la mondialisation.

Le fait que l'Afrique soit jusqu'ici le maillon faible de ce mouvement social global contre la mondialisation ne doit étonner personne, compte tenu de l'affaiblissement du mouvement de libération nationale africain, la confusion idéologique et politique qui règne souveraine dans les rangs du mouvement étudiant africain, la faiblesse du mouvement syndical aggravée par les lois sclérates votées par des parlements aux ordres et permettant au patronat étranger surtout de disposer comme bon lui semble de la main d'œuvre locale, l'absence de démocratie au sein des partis politiques d'une « opposition » instrumentalisée et aseptisée à souhait, sans parler du « vagabondage » politique qui semble être devenu le passe-temps favori des élites africaines.

Cette rapide incursion dans les contradictions du mouvement social montre la relation entre les forces sociales en lutte dans un contexte nouveau et la mondialisation des échanges à partir d'un agenda politique et économique unique du G7 : dominer militairement la planète et la soumettre aux forces d'accumulation du capital et de contrôle des marchés.

L'intégration voulue ou forcée dans ce système planétaire, ce « village » dans lequel nous invitent Mac Luhan et Bill Gates et, à présent, les militants du NEPAD, pose donc aux forces sociales africaines un dilemme majeur. L'Afrique a-t-elle encore la possibilité de s'opposer au NEPAD et aux DSRP et au processus de mondialisation qui l'a déjà phagocitée ? Les forces sociales, en particulier la société civile organisée, peuvent-elles développer la stratégie de l'entrisme pour rendre ces deux initiatives davantage orientées vers la satisfaction des aspirations populaires ?

La seconde alternative, celle de l'entrisme, est irrémédiablement condamnée à l'échec. Elle n'a pas réussi aux forces politiques ou même à des individualités qui sont allées dans le parti au pouvoir en espérant le changer. Invariablement, c'est le contraire qui s'est produit. En outre, soutenir le NEPAD signifie militer pour la disparition, à terme, des structures sous-régionales (déjà nombreuses) existantes. Cela signifie également soutenir l'ajustement structurel. En effet, comme l'a tout récemment soutenu M. Michel Camdessus, représentant de la France au FMI, « le NEPAD est un ajustement structurel avec des chances d'appropriation politique »¹⁸. Et M. Camdessus d'ajouter à propos du NEPAD : « s'il existe une conditionnalité intérieure, elle doit rendre inutiles les conditionnalités extérieures ». C'est en cela que le cynisme des institutions financières internationales a atteint un niveau de raffinement des plus cruels. Désormais, on dit aux

¹⁸ Voir le Nouvel Horizon (Dakar, Senegal), 19 Avril 2002.

Africains «réussissez l'ajustement, ou courez le risque de la marginalisation et de l'abandon. » M. James Wolfensohn, Président de la Banque Mondiale, a également fait le lien entre la lutte contre le terrorisme (le nouvel ennemi de la Sainte Alliance du G8 et des multinationales) et la nécessité dans laquelle est placé le monde industrialisé de « protéger l'avenir de leurs enfants » à travers la pérennisation de l'hégémonie occidentale¹⁹.

Il convient, en outre, de souligner, que la Banque Mondiale joue déjà un rôle considérable dans le réarmement politique du NEPAD en ce sens que deux liens essentiels sont déjà établis, d'une part, avec les mécanismes existants de l'ajustement structurel (le Cadre de Lutte Contre la Pauvrete (CLCP) et les Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvrete (DSRP) qui sont devenus les cadres presque uniques de financement du développement), et, d'autre part, avec les mécanismes de l'Organisation Mondiale du Commerce, comme le note très justement Dot Keet²⁰.

Le NEPAD désigne d'ailleurs la Banque Mondiale et le FMI ainsi que le secteur privé du G8 comme les principaux interlocuteurs et aussi les agents de mobilisation des ressources financières indispensables à la légitimation du NEPAD en tant que pôle de la croissance au sens étroit de cette notion et garant principal du pillage des ressources continentales et de marges bénéficiaires parmi les plus élevées du monde.

Dans le domaine des télécommunications, le NEPAD est placé sous la tutelle de l'Union Internationale des Télécommunications, l'une des organisations les plus conservatrices du système onusien, organisation bâtie à partir du précepte que les premiers arrivés sont les premiers servis dans l'accès et la gestion des ressources géostationnaires et du spectre de fréquences. L'objectif stratégique d'atteindre le taux de pénétration de 2 téléphones pour 100 habitants est un objectif peu ambitieux complètement en retrait par rapport aux projections d'INTELSAT et de l'IUT à la fin des années 1970²¹ (SY, 1984). De plus, l'IUT est l'agent le plus actif de la libéralisation et de la privatisation du secteur des télécommunications avec son pendant de mécanismes dérégulatifs au niveau des pays du G8, la dérégulation étant entendue comme l'expression d'un nouveau stade d'évolution des multinationales des télécommunications se soumettant à la lutte contre les monopoles et l'ouverture des marchés à un plus grand nombre de puissances financières intermédiaires. Ce mouvement se fait d'ailleurs souvent dans un contexte d'exacerbation créé par l'avènement du multimédia qui force des géants comme Bill Gates à un nouveau jeu d'alliances internationales pour préserver les parts de marché qui leur revenaient en totalité traditionnellement, tout en défrichant de nouvelles parts substantielles de marché dans le domaine très lucratif des applications et des services liés à l'exploitation des ressources de l'Internet.

Depuis quelques temps, notamment au Sénégal, des voix de plus en plus nombreuses se font entendre à travers les ondes des radios non gouvernementales quant à la pertinence

¹⁹ Wolfensohn, « A Partnership for Development and Peace », Discours prononcé au Centre International Woodrow Wilson, Washington, D.C., 6 mars 2002.

²⁰ Dot Keet, communication présentée à la réunion conjointe CODESRIA-TWN-Africa à Accra.

²¹ Cf. Sy, Telecommunications Dependency..., *Op.Cit.*

du NEPAD dans un contexte où les différents pays sont mal gouvernés et gangrénés par une corruption généralisée. La question qui revient invariablement est celle de savoir si les Chefs d'Etat qui sont pour l'instant incapables de régler les problèmes de routes, d'électricité, de transports urbains, de chemins de fer viables, d'agricultures et d'industries performantes, d'emploi, de recherche-développement à l'échelle des micro-Etats et qui se livrent à des privatisations sauvages dans ces secteurs seraient capables de gérer les mêmes problèmes à une échelle infiniment plus gigantesque. En d'autres termes une somme d'échecs permanents peut-elle se transmuier ipso facto, par le truchement de capitaux privés et de financements liés, en une somme de « succès » éclatants tels que ceux promis par les partisans du NEPAD ? La réponse est évidemment négative, et en ce cas le leadership africain reste interpellé par la question centrale de l'évolution de leurs pays dans la division internationale inégale à travers les sempiternels « modèles » de développement entièrement déterminés par la satisfaction de besoins exogènes au détriment des urgences de nature endogène. L'équilibre entre l'exogène et l'endogène, l'endogène prenant le pas dans les décisions finales, telle est la véritable équation de l'heure et une surpriorité dont la résolution ne saurait être différée plus longtemps au risque d'accroître les risques de convulsions sociales graves et de guerres civiles déjà nombreuses à travers le continent africain.

Contenu de l'ouvrage

Le chapitre I fait le point sur l'état de la pauvreté au Sénégal et les grandes tendances qui marquent l'évolution des politiques s'y rapportant. Après un vaste tour d'horizon sur les succédanés politico-administratifs et géostratégiques des politiques d'ajustement structurel en Afrique et au Sénégal, en particulier, Boubakar Ly décrit minutieusement les projets et les programmes à travers lesquels se mettent en œuvre les politiques ainsi décidées par les centres de décision externes à l'unisson.

La périodisation des réponses successives de l'Etat colonial puis néo-colonial à la pauvreté rampante est suggérée par l'auteur à travers la description de la période coloniale, suivie par la période « développementaliste » (avec les plans de développement et le fétichisme qui les accompagne à l'époque), la période néo-libérale et l'aggravation de la pauvreté et, de façon concomitante, la dérèglementation systématique du travail et l'affaîssement programmé de l'Etat « interventionniste ». Ce dernier type d'Etat ne doit plus permettre aux forces publiques de gérer l'économie sous peine d'en aggraver les déséquilibres et par là-même ceux des « marchés » interne et externe. On retrouve donc ici la reprise des thèses favorites du néo-libéralisme concentrée sous la fameuse « loi de l'équilibre entre l'offre et la demande ». Cette poursuite de l'« équilibre » mythique est recherchée à travers l'enterrement de l'Etat « entrepreneur » par le démantèlement du secteur public et de l'Etat « providence » en éventrant les derniers filets de sécurité sociale.

Dans le même temps, poursuit Boubakar Ly, l'Etat « régulateur » et l'Etat « régénérateur » sont promus et chargés, l'un de veiller à la « libre » concurrence et la vérité des prix voire la compétitivité (au sens abstrait car nul ne se dessine un début de volonté de promouvoir cette dernière), et, l'autre à liquider toute subvention possible des

secteurs en compétition au sein du budget et du parapluie financier externe. Le sociologue sénégalais met également à nu les mécanismes de l'ajustement structurel dans ses manifestations industrielle (NPI), agricole (NPA) et de redressement (PREF) cependant que l'évolution économique sectorielle est passée au crible d'une critique ravageuse mais mesurée. Les crises provoquées par les politiques ainsi décrites (abatardissement de la structure familiale, délinquance, exclusion, marginalité, disparité croissante de revenus) sont analysées mais en dehors des facteurs exogènes et des batailles de positionnement au sein des institutions financières internationales et bilatérales. Ces batailles doivent être reconnues avec vigilance parce qu'elles orientent utilement l'observateur dans la compréhension des brusques changements de cap politiques (à l'arrivée des aparatchiks socialo-mitterrandistes français après le passage de la droite giscardienne et au retour aux affaires de la droite sous les oripeaux du chiraquisme) et des « nouvelles » préoccupations du moment qui ne sont en réalité qu'une seule et même trajectoire d'un agenda instruit par l'hégémonisme et le pouvoir de contrôle.

Le Professeur Boubakar Ly suggère l'analyse de la crise sénégalaise à travers le degré d'intensité atteint par la crise. A chaque étape d'aggravation de cette crise correspondent des stratégies de survie que sont l'exode des cerveaux et des bras, le développement exponentiel du secteur dit « informel », l'entrée en scène des ONG et les limites objectives que lui assigne le système d'ajustement en place (juste ce qu'il faut pour jouer aux sapeurs-pompiers mais jamais assez pour devenir autonomes et se positionner en de véritables contre-pouvoirs.)

On regrettera que le rôle de l'institution onusienne ait été survolé un peu trop rapidement en rase-mottes laissant ainsi la fâcheuse impression qu'elle est un « machin »²² impartial ou hors de la sphère des contradictions qui livrent inexorablement chaque jour un peu plus les communautés de base africaines à l'abandon et au désespoir. Or les Nations Unies sont le lieu par excellence des antagonismes entre riches et pauvres, entre progressisme et conservatisme. D'autres voix ont déjà fermement dénoncé le racisme ambiant qui perle dans les relations internationales dont les Nations-Unies sont l'une des expressions institutionnelles certes les plus symboliques. Les Africains n'ont aucune raison de se culpabiliser à cet égard. La propagande négative et des plus vicieuses concernant l'Afrique²³ à ceci de pernicieux qu'elle finit par la culpabiliser quand elle doit parler de ses malheurs et de leurs causes profondes : la traite esclavagiste, la colonisation et tous les crimes abominables perpétrés contre la race noire et, à présent, la marginalisation, l'abandon. Tous ces phénomènes pèsent encore puissamment et de façon déterminante sur les destinées africaines. A cote des contradictions internes aux sociétés africaines, elles sont la cause indubitable de la posture de défaite dans laquelle l'Afrique se trouve à présent.

L'Afrique doit refuser de se laisser définir par le regard hypocrite ou faussement bien-pensant de l'Occident. Que chaque pôle civilisationnel assume son évolution dans une

²² Pour reprendre une formule chère au Général Charles De Gaulle.

²³ Les Américains ont même pu dire que l'Afrique pourrait disparaître de la scène internationale sans que l'on s'en aperçoive !

interdépendance certes croissante et assumée de part et d'autre mais dans l'indépendance et la pleine et entière souveraineté sur soi-même.

La tragédie africaine s'explique fondamentalement par cette perte de souveraineté presque totale sur ses centres de décision, ses ressources et même, dans une très large mesure, ses capacités intellectuelles. Il est vrai que partout où il y a perte de souveraineté, il y a résistance. Depuis des siècles, plusieurs générations de valeureux militants de la liberté ont payé de leur vie leur courage et leur détermination dans la résistance. Cette tendance à la résistance ne s'est pas estompée un seul instant, contrairement aux prédications alarmistes. L'observateur averti sait que de formidables convulsions sociales, politiques, religieuses, sécuritaires et économiques vont nécessairement s'aggraver dans les vingt prochaines années et donner lieu peut-être soit à des changements plus fondamentaux (au sens de renversement de l'ordre ancien) soit à un immobilisme de façade qui n'attendra que l'étincelle salutaire pour se transmuier en un nouvel ordre porteur d'espoir. Il n'y aura pas de « grand soir » pour reprendre une formule galvaudée. Le changement est perpétuel. C'est l'un des rares phénomènes d'essence éternelle et dont la motricité et le mouvement immuable déterminent la marche du temps et des peuples. Les révolutions ne représentent toujours qu'un point dans la ligne continue d'un temps qui se déroule à l'infini. Telle révolution peut constituer un bond qualitatif à tel moment et exiger peu après de nouveaux réglages, de nouveaux bonds qualitatifs. Les fondements du progrès social se trouvent dans cette donnée fondamentale de l'évanescence des changements et des sociétés qui les portent. Dans le contexte sénégalais, l'alternance a pu représenter un saut qualitatif au crépuscule du 19 mars 2000. Qui, à part les zéloteurs impénitents, pourrait décemment prétendre que l'ordre ancien a basculé ce jour pour donner naissance à une nouvelle société débarrassée des scories de l'ancienne ?

Pour l'instant, la mise en œuvre du DSRP sénégalais montre qu'il n'y a pas véritablement de ligne de fracture mais une continuité dans la politique économique et sociale pilotée par l'Etat. Quelle que puisse être la qualité des dénégations qui tenteront d'infirmier ce fait irrécusable, elles ne pourront être prises au sérieux que du jour où elles présenteront un modèle et des mécanismes nouveaux de financement et de planification du développement économique et social en rupture avec les pratiques anciennes ou nouvelles en cours.

L'appréciation du DSRP et ses limites au Sénégal par le professeur Boubakar Ly se comprend plus facilement à la lueur de la revue panoramique et parfaitement cadencée par des détails utiles sur l'évolution d'un projet, celui de l'ajustement de l'ordre interne sénégalais à l'ordre externe central devenu l'unique ordonnateur des finances publiques et le propriétaire par procuration des richesses naturelles et humaines du finistère sénégalais. Sans doute devrait-on voir ici la preuve que les ministères des Finances africains sont bel et bien devenus des plates-formes off-shore des institutions de Betton Woods quoi qu'en disent certains Chefs d'Etat outrés par la brutalité et le caractère insultant d'une telle caractérisation²⁴. Pour infirmier cette thèse ancrée dans les mentalités

²⁴ Le déplacement des patrons du FMI ou de la Banque Mondiale est généralement assimilable à une visite d'Etat, ces derniers n'ayant généralement affaire qu'aux Chefs d'Etat, les Ministres devant faire amende

et visibles dans les symboles des relations entre les institutions de Betton Woods et l'Afrique, les Chefs d'Etat africains doivent faire la preuve de leur capacité de résistance face aux appétits hégémoniques de ces centres de décision globaux. Ils doivent surtout présenter des alternatives crédibles de développement en dehors des promesses d'une « union africaine » qui répudie « l'unité africaine » (qui est le ciment même et l'acte fondateur de l'Union.) En d'autres termes, ils doivent cesser de dissérer à longueur d'année sur le présent pour offrir à l'Afrique une vision capable de la transformer et non de la livrer pieds et poings liés à la voracité des proxénètes de la haute finance.

La dernière partie de l'étude de Boubakar Ly propose des recommandations suffisamment concrètes en touches minima et maxima, la première nommée des possibilités reconnaissant la nécessité d'un certain « réalisme » et devant permettre aux OSC d'entrer de plein pied mais véritablement avec le respect et la considération qui leur sont dus dans les négociations permanentes concernant la finalité même du DSRP, sa mise en œuvre, son suivi et son évaluation indépendante (loin des simulacres d'évaluation généralement camouflés derrière de grossières auto-évaluations.)

Le lecteur pourra évaluer de lui-même plus loin dans les textes qui lui sont présentés sur les conclusions des Assises nationales de la société civile la mesure dans laquelle les OSC seraient, comme l'a publiquement prétendu le Chef de l'Etat sénégalais, l'arrière-garde de partis politiques désireux d'étoffer leur portefeuille social. La réalité est sans doute plus complexe que ne permet de l'entrevoir une telle généralisation. Les généralisations sont toujours abusives et il faut s'en méfier. Les OSC appartiennent à la sphère sociale, économique et politique du pays. Il est, par conséquent, normal que l'on retrouve en leur sein la diversité idéologique et politique et toute la palette de sensibilités diverses présentes dans le paysage socio-politique et culturel sénégalais. Elle n'est pas plus « nébuleuse » (pour reprendre une expression vulgaire reprise parfois et intériorisée par certaines OSC elles-mêmes) que le chapelet sans fin de partis politiques existants (environ 70 dans le pays soit en moyenne 1 parti politique pour 143 000 habitants contre un parti pour 62,5 millions de personnes aux Etats-Unis !).

La vérité est qu'il faut placer les OSC dans le contexte géopolitique et national qui les a vus fleurir. Elles ont commencé à essaimer pour l'essentiel après la crise pétrolière, l'avènement des périodes d'ajustement structurel et la liquidation de la toute-puissance étatique : elles sont estampillées dérechef du label « non gouvernemental ». Par la suite, les partis politiques²⁵ ont généré leurs propres ONG, de même que les gouvernements eux-mêmes, les organisations internationales, les institutions financières internationales, les agences bilatérales, les instances multilatérales (onusiennes en particulier durant le processus de lutte anti-pauvreté), les chapelles religieuses avec toute leur complexité arc-

honorable devant les administrateurs ou les représentants résidents du Fonds et de la Banque (même les plus insignifiants à l'échelle de la prise de décisions).

²⁵ Ces partis comprennent l'opposition politique (celle du moment, avec une vitesse de changement parfois foudroyante) toutes gammes confondues et les partis politiques évoluant dans l'espace présidentiel « élargi » ou mis sous ajustement interne, peu importe.

en-ciel²⁶. Même le secteur privé à cru bon d'investir ce créneau des temps modernes à travers de fausses associations de consommateurs qui mènent une guerre sans merci aux vraies. Des stratégies d'entrisme ont également été explorées par les transnationales elles-mêmes dans le but évident de désorganiser le secteur et de le diviser pour mieux le neutraliser. Le phénomène des OSC est, par conséquent, une conséquence (voulue et recherchée) de la mondialisation en même temps qu'elle est crainte à présent par les IFI et les gouvernements qui y voient -et ils n'ont pas tort- une résurgence de l'idéal internationaliste calfeutré dans les interstices de l'agitation et les espaces de liberté concédés non sans une farouche résistance gouvernementale et une volonté non masquée de répression ouverte (au gaz lacrymogène le plus souvent et malheureusement de plus en plus souvent à travers l'intimidation policière et l'« investigation criminelle. »²⁷)

Avec la diminution d'intensité de la lutte idéologique au sein des formations politiques depuis la débâcle soviétique et l'entrée de la Chine dans le giron capitaliste, les lignes de fracture qui caractérisaient naguère le mouvement d'unification et d'éclatement des partis politiques se présentent aujourd'hui comme une zone grise, un espace d'incertitudes à l'architecture presque liquéfiée par la montée d'intérêts personnels et la résurgence, sous de nouvelles formes de prise ou d'accès au pouvoir, de vieilles ambitions politiques non assouvies sur le front à proprement parler politique.

Il y a donc une sorte de mouvement de va-et-vient, un balancier permanent entre la sphère civile et la sphère politique, l'une étant imbriquée dans l'autre au sens génétique de la notion. On ne se bat pas contre la pollution environnementale en prétendant ignorer « la » politique ou ses tenants. De même, le politique a nécessairement besoin de s'incruster dans la sphère « civile »²⁸ pour camper ses positions politiques²⁹ et les légitimer par la société majoritaire ou ses leaders d'opinion. La complexité d'une telle situation est accentuée par l'incursion du clergé dans la sphère civile (un vieux conflit dans toutes les sociétés depuis la plus haute antiquité négro-égyptienne) qui revendique à la fois des parts de marché (au sens mercantiliste de la notion), le marché politique comme le marché commercial et des affaires. Ici aussi le lieu privilégié de légitimation reste l'espace social voire ethnique (au sens large) de même que l'idéologie dominante de la société dite traditionnelle qui ne tient plus que sur des béquilles ramollies par le prosélytisme nourri par la pauvreté et vice versa et la montée de millénarismes de plus en plus violents dans leurs manifestations qui sont souvent dirigées en réalité contre la dégradation sociale et morale liée à la mondialisation. Lorsqu'on y ajoute la montée des périls liée aux frustrations des forces armées (avec des basses sphères souvent méprisées

²⁶ Le caritativisme religieux, dans le contexte sénégalais, a parfois (peut-être souvent lorsque l'on s'en tient aux nombreux cas mentionnés dans la presse locale) été utilisé comme un fonds de commerce des plus lucratifs voire comme un promontoire politique.

²⁷ Dès ses premiers pas dans la sphère du pouvoir, le Président Abdoulaye Wade a souvent fait convoquer, en manière d'intimidation, un nombre non négligeable de journalistes ou d'éminents membres de la société civile devant la Division des Investigations Criminelles (sorte de police politique dilettante) pour s'expliquer sur leurs prises de position jugées subversives ou calomnieuses par le Chef de l'Etat ou son entourage politique.

²⁸ Au sens de la notion anglaise de « grassroots ».

²⁹ Entendu comme un processus de contrôle du pouvoir et de la prise de décisions qui lui est co-substantielle.

et un leadership pris aux petits soins par les politiques) on est en face d'un avenir gros d'incertitudes. Le cas de la Côte d'Ivoire est un puissant réflecteur de ce que la « stabilité » démocratique n'est toujours que l'affaire d'un temps, qu'elle reste fragile par essence surtout à l'intérieur d'une arène rendue étroite par de trop nombreux prétendants et une basse-cour (sorte d'armée de réserve politique) encore plus nombreuse que la pauvreté confine dans des rôles subalternes de cascadeurs politiques, de laudateurs, de conseillers de tous poils ou de « mange mil », pour reprendre une expression populaire à la mode.

Le deuxième chapitre décrit la nature profonde des déterminants de la pauvreté sur la base d'une enquête qualitative menée selon les règles de l'art. En laissant les pauvres parler de la pauvreté et de la manière dont ils la vivent, un pas important vient d'être accompli par la socio-anthropologie locale. Elle a délibérément pris le contre-pied des enquêtes certes pleines d'enseignements menées par les études sectorielles commanditées par les institutions de Betton Woods et sa cheville ouvrière allemande, la GTZ, dans la détermination des causes de la pauvreté au Sénégal. Ce faisant, elle a planté le DSRP au cœur de la problématique du développement dans ce pays. L'un des résultats les plus surprenants de la recherche menée sur le terrain par Boubakar Ly et Mamadou Mar Faye reste la manière dont les pauvres se perçoivent eux-mêmes. Ils refusent généralement de s'accepter comme tels, ce qui signifie politiquement qu'ils se neutralisent et anesthésient par là-même toute velléité de résistance active et éclairée dans leurs rangs. Ils laissent cette tâche probablement à la fois aux clergés et aux appareils politiques en attendant d'atteindre un stade supérieur de prise de conscience de leur condition et de la nécessité d'y remédier. Nous avons déjà vu à quel point ces partis politiques et leur approche clientéliste manquent, à quelques exceptions près, d'imagination et n'ont, pour la plupart, d'autre prétention que de marquer leur « territoire » social pour mieux en négocier la valeur sur l'échiquier politique et au sein de la bourse de valeurs politiques que représente le pré-carré présidentiel. Cela dit, les partis politiques représentent un stade supérieur de l'organisation politique et sociale ainsi que l'expression « bourgeoise » des exigences populaires à travers les scrutins électoraux et d'autres formes de représentation locale dans la prise de décision. Par conséquent, la dichotomie entre partis politiques et société civile est de nature superficielle. Les partis politiques sont partie intégrante de la société civile et les OSC concourent puissamment à la maturation sociale des partis politiques. Il n'y a donc aucune sorte de ligne invisible qui partage irrémédiablement les sphères d'évolution de ces deux entités en sphères sociopolitiques distinctes.

Le chapitre III écrit par le professeur Makhtar Diouf qui travaille depuis longtemps déjà sur les questions relatives à la pauvreté et au développement économique suggère une approche économique de l'évaluation du DSRP. Rappelant les circonstances historiques dans lesquelles émergent les DSRP, Diouf évalue la pertinence de ce mécanisme dans la lutte contre la pauvreté. Reconnaisant quelque mérite dans le fait que le DSRP sénégalais se positionne comme un véritable programme de développement par opposition à un magma confus de recettes conjoncturelles contre la pauvreté, l'économiste sénégalais ajoute aussitôt que le document doit être rangé dans la catégorie du déjà vu et la reprise d'arguments déjà vieillissés et usés par les preuves répétées d'échec de l'ajustement structurel de par le monde. Diouf suggère que la stratégie déclinée dans le

DSRP s'attaque mollement aux manifestations de la pauvreté plutôt qu'à ses causes profondes. On n'y parle nulle part de mettre en place un système bancaire et financier adéquat, des mécanismes appropriés de promotion de l'épargne et toute l'architecture agricole, industrielle et infrastructurelle indispensable au développement dans la démocratie.

Rappelant au passage la présentation défectueuse du DSRP, Makhtar Diouf montre l'insuffisance de l'analyse sur les manifestations de la pauvreté, en particulier, ce qu'il appelle la « pauvreté nouvelle » qui s'étend à des couches de plus en plus nombreuses, lamine les assises sociales et pécuniaires des classes moyennes, installe l'incertitude dans le secteur de l'éducation avec des classes « à double flux » ou « multigrades » imposées par la Banque Mondiale et néglige de façon criminelle l'importance de l'éducation en tant que facteur central du développement (et non comme une simple dépense sociale) et d'éradication de la pauvreté.

Les causes de nouvelle pauvreté sont, par ailleurs, décrites et passées au crible de la critique à travers les errements de la Nouvelle Politique Agricole. La NPA est sévèrement jugée par Diouf qui ramasse ses observations par le recours austère aux statistiques sur les engrais, le coton, l'arachide, la diminution inexorable de la production agricole, le rétrécissement des surfaces cultivées et les désastres liés à la mise en œuvre du Programme d'ajustement du secteur agricole ainsi arrimé à la cohorte du marché mondial avec les inévitables dépréciations immanentes au phénomène de l'échange inégal.

La Nouvelle Politique Industrielle ne trouve pas davantage grâce aux yeux de Makhtar Diouf. La fragilisation de la main d'œuvre locale déjà surexploitée plus que de raison est évoquée en rapport avec l'aggravation du chômage et l'affaissement presque inévitable dans ces conditions de la contribution du secteur industriel dans la production intérieure brute.

Fondamentalement, le DSRP est un programme d'ajustement structurel, prévient Diouf, avec la panoplie habituelle de réformes (privatisations, libéralisation, mesures de dégraissage de la fonction publique, etc). L'auteur s'en prend au cynisme des institutions de Betton Woods qui convoquent la société civile (en tant que « faire-valoir ») dans ce ballet macabre pour donner l'illusion de « l'appropriation locale » du DSRP par les forces sociales et gouvernementales comme on a pu le tenter en vain auparavant au Burkina Faso (voir plus loin l'étude comparative sur l'implication de la société civile dans la mise en œuvre des DSRP au Sénégal et au Burkina Faso). Réfutant la thèse selon laquelle le DSRP pourrait contribuer à consolider le lien entre l'allégement de la dette et la réduction de la pauvreté, Diouf pose la question de savoir « en quoi les nombreux rééchelonnements, réductions et annulations de dette dont le Sénégal a bénéficié au cours des dix dernières années ont contribué à la réduction de la pauvreté » et comment « les sommes économisées sur le service de la dette ont-elles financé des dépenses à caractère social ? »

La mystification présente dans le discours des jumelles de Betton Woods est davantage mise à nu par Diouf lorsqu'il propose la similitude des réformes envisagées dans le cadre

du DSRP et le modèle construit par la Banque Mondiale dans son « Manuel de Réduction de la Pauvreté » avec ses limites intrinsèquement liées au caractère superficiel et étriqué des postulats de base et surtout le projet transcendant d'ajuster l'ordre interne visé à l'ordre externe dominé par l'ombre tutélaire de l'Oncle Sam.

Dans ses recommandations, Diouf suggère de revisiter les expériences avortées de décentralisation rurale et administrative dont l'échec doit être imputé au fait que les moyens n'ont jamais suivi les intentions. Il faut, écrit-il, en finir avec l'Etat-Gendarme et l'option néolibérale actuelle incompatible avec les exigences d'une marche forcée et rigoureuse contre la pauvreté. La « réhabilitation de l'Etat-Providence responsable de l'action économique, mais aussi, du niveau de vie des citoyens » est, suggère Diouf, une condition essentielle pour lutter contre la pauvreté qui, loin d'être une fatalité, participe de l'injustice sociale née de l'accumulation des richesses par les minorités au détriment des majorités dont la force de travail est au surplus honteusement surexploitée.

Après les prolégomènes d'usage étayés par une argumentation bien construite de toute la logomachie de circonstance sur la pauvreté, Maréma Toure et Aminata Niang, s'attachent avec rigueur, dans le chapitre IV, à déconstruire les mécanismes nationaux de promotion de l'égalité des sexes. Des centres de formation pour monitrices d'économie familiale à la création d'un Secrétariat à la Condition féminine et plus tard d'un Ministère de la Famille et de la Petite Enfance (fragmenté durant l'ère post-socialiste pour des raisons surtout politiques), c'est la ghettoïsation progressive des multitudes féminines qui est décrite par les auteurs dans un franc-parler et une vivacité d'esprit remarquable. Le Plan national d'action de la femme (PANAF) est désigné avec un regard certainement moins critique que celui de la pensée radicale féminine de la petite bourgeoisie citadine qui alimentait les débats de la décennie 1970-1980, avant la chute du Mur de Berlin. Le clin d'œil complice lancé au passage au pouvoir de l'alternance dans sa politique de promotion des femmes (à travers la réforme constitutionnelle de 2000 et la nomination, pour la première fois au Sénégal, d'une femme à la tête de la Primature) laisse penser que Maréma Toure n'est certainement pas éloignée des allées du pouvoir malgré son allégeance parfois frondeuse à l'action gouvernementale en matière de promotion de l'égalité des sexes. Cela n'altère en rien cependant la pertinence de son jugement reconnaissant, par ailleurs, qu'il revient avant tout aux femmes de répudier la fonction de reproduction dans laquelle tentent de l'enfermer la société et les politiques d'ajustement responsables à ses yeux d'une féminisation outrancière de la pauvreté³⁰.

³⁰ Il faut déplorer le fait qu'il n'y ait pas encore au Sénégal, à notre connaissance, une étude théorique d'envergure sur le rôle de la femme dans la société sénégalaise. Les études disponibles sont le plus souvent d'essence administrative (commanditées par les agences internationales de développement) quand elles ne se cantonnent pas dans les dimensions descriptives mais non analytiques de la problématique. Il faut signaler le travail remarquable d'anthropologie historique mené par Cheikh Anta Diop dans son Unité Culturelle de l'Afrique Noire publiée par les éditions Présence Africaine. Il convient de mener cette discussion par rapport au rôle de la femme dans le mode de production dominant des époques considérées en menant un débat serré autour des textes du marxisme (Marx ; Engels ; Lénine ; Rosa Luxembourg ; Kollontai ; Mao Tse Toung...) qui sont souvent extrêmement réducteurs voire racistes (comme l'a montré Amady Ali Dieng dans son Hegel, Marx, Engels et les Problèmes de l'Afrique Noire ; Dakar : Sankore) mais qui ont néanmoins accompagné les mouvements contemporains de contestation du pouvoir des hommes par les femmes intellectuelles surtout à partir de Mai 1968. Il y a certainement eu un phénomène de mimétisme à l'époque sans que les tenants africains de ce féminisme vaguement marxisant n'aient eu

L'entreprise de déconstruction du discours dominant sur le genre à laquelle s'attèlent Maréma Toure et Aminata Niang s'affirme incontestablement avec éclat dans la section relative à l'analyse du DSRP. Les faiblesses méthodologiques et opérationnelles du DSRP une fois posées, les auteurs égratignent au passage le NEPAD et le PDES insensibles à la problématique genre et procèdent à une analyse fine et parfaitement argumentée des différents chapitres du DSRP en focalisant l'attention sur les communautés féminines sénégalaises. Elles joignent leurs voix à celle des auteurs précédents pour constater que « fixer l'horizon de tout un peuple dans la lutte contre la pauvreté et sa réduction représente un état de capitulation devant l'objectif stratégique infiniment plus large du développement ».

Ces trois premiers chapitres ont été utilisés comme documents de travail par les participants aux Assises nationales de la société civile sur les politiques économiques et sociales. Les autres documents générés à l'occasion de ces assises ont été placés en annexe de sorte que le lecteur puisse avoir une vue aussi fiable et approfondie que possible des raisons qui ont amené les OSC à se départir de la tendance conventionnelle et participationniste qui s'était emparée de certains secteurs de la société civile par suite de leurs associations politiques respectives à des partis membres de l'attelage gouvernemental à direction libérale.

Ces débats ont permis de montrer à quel point les OSC pouvaient apprécier différemment les politiques économiques en cours et les alternatives qu'elles pourraient proposer de façon constructive dans un débat qui concerne la nation entière, et au-delà, l'avenir des futures générations africaines. Dans le même temps, ces assises, et la confrontation d'idées à laquelle elles ont donné lieu, ont fait remonter en surface un puissant besoin de remise en cause des politiques d'ajustement et toute la vision politique qui l'a accompagnée au cours des quarante années qui ont précédé l'alternance du 19 février 2000. Cette alternance politique semble à présent, à leurs yeux, tomber dans les mêmes travers que l'ancienne équipe au pouvoir : absence de rigueur dans le travail ; attraction vis-à-vis de l'exogène au détriment de l'endogène ; croyance que la légitimité tirée du pouvoir des urnes (un pouvoir hautement contraste) vous confère seul la légitimité de la direction des affaires du pays, de toutes les affaires. Cette dernière croyance est une erreur politique grave. On ne peut pas gouverner seul un pays confronté à une crise de la profondeur abyssale atteinte par le Sénégal. Les échéances électorales se faisant pressantes, les partis au pouvoir³¹ gagneraient à se mettre à l'écoute des OSC, entre

l'avantage du recul ou du recours à l'exégèse scientifique pour mieux comprendre la réalité de l'oppression féminine qu'elles prétendaient combattre dans un contexte culturel et social fondamentalement différent du foyer civilisationnel occidental. Cela dit, ce travail revient également aux hommes (voir à cet égard l'œuvre monumentale de Paul Tiyambe Zeleza l'un des rares historiens Africains de sa génération à avoir étudié la contribution des femmes dans les luttes de libération nationale en dehors des clichés sur les héroïnes amazoniennes et autres).

³¹ L'avenir nous dira si ces partis de l'espace présidentiel élargi décideront ou non de rester jusqu'à la fin de l'expérience de gouvernement commun sans programme clairement affiché autre que d'œuvrer à la chute de l'ancien pouvoir « socialiste ».

autres, et à faire travailler, dans des secteurs vitaux des affaires du pays, le plus grand nombre de Sénégalais et de cadres prêts à se mobiliser pour le développement du pays.

Il faut que les nouveaux pouvoirs cessent de donner l'impression qu'ils veulent réinventer la roue. La tâche principale qui les attend à présent est de mettre tout le monde au travail et d'accepter que des suggestions contraires aux leurs puissent être prises en compte et validées dans un souci d'apaiser le processus démocratique en cours et surtout de faire avancer le pays en termes concrets (création d'emplois ; arrêt de la spirale inflationniste des prix ; recherches de solutions honorables à la crise de l'Ecole sénégalaise ; assainissement de la gestion des finances publiques ; redéploiement du secteur agricole en dehors des sentiers d'une privatisation et d'une libéralisation aventureuse de ce secteur stratégique ; etc).

Il reste entendu que l'appel à l'ouverture et aux négociations sérieuses qui a été lancé en direction des pouvoirs publics par les OSC n'a rien à voir avec la recherche de promontoires politiques, de maroquins ministériels, de « stations » virtuelles du pouvoir ou le besoin de rejoindre les membres de la nombreuse basse-cour politique déjà bien en peine de crédibiliser leur fonction de porte-voix des puissants du jour.

Les OSC veulent être prises comme des partenaires à part entière dans les vastes chantiers d'un Sénégal et d'une Afrique en construction et en pleine mutation. Contrairement à certaines OSC ou structures d'assistance aux ONG qui ont cru devoir accepter le parrainage de la Banque Mondiale pour participer en dilettantes dans l'élaboration du DSRP sénégalais, la grande majorité des OSC refusent de se prêter à un tel jeu. D'abord elles ne doivent leur légitimité à aucune autre organisation. Elles sont le prolongement des communautés de base qu'elles servent avec abnégation et esprit de suite. L'unique source de leur légitimité provient de ces communautés, et elles seules. C'est donc dire qu'elles n'ont pas besoin d'un parrainage de quelque nature que ce soit. Elles veulent simplement que le gouvernement et les IFI se pénètrent du fait que les temps ont changé. Les OSC d'aujourd'hui ne sont pas celles qui avaient été entièrement créées par des sources exogènes ou intéressées. Une mue qualitative s'est opérée au sein de vastes secteurs de la communauté des OSC, mue qui leur permet de faire face avec toute la sérénité requise à l'appréciation des questions de plus en plus complexes du développement.

C'est peut-être le lieu d'évoquer le processus qui a conduit à la participation tronquée des sociétés civiles africaines dans le débat sur l'ajustement structurel sous ses formes ancienne et nouvelle. Cet aspect mérite des éclaircissements voire un éclairage politique aux antipodes de celui proposé par les sphères conservatrices internes et externes.

D'abord les sociétés civiles en question ne font généralement l'objet d'aucun questionnement de leur statut véritable dans des contextes d'ajustement où les IFI, les gouvernements et les partis politiques ont largement eu le temps pendant près d'un quart de siècle de générer chacun leur société civile aux ordres. Cette réalité du terrain politique et idéologique contrasté dans lequel évoluent les OSC doit être prise en compte dans toute analyse de l'ajustement structurel en Afrique.

Deuxièmement, au Sénégal, au Malawi, au Ghana, et ailleurs, la précipitation avec lesquelles les gouvernements concernés ont rédigé les documents en question constituent une source supplémentaire de tension entre les OSC et les gouvernements africains soumis aux pressions très fortes de la Banque Mondiale et du FMI pour être éligibles au titre des facilités pour pays pauvres très endettés qui leur donnent un semblant d'oxygène financier.

En réalité, les États ont été contraints par les IFI d'associer la société civile (en général, les OSC les plus compromises idéologiquement et politiquement) à l'exercice de DSRP.

Troisièmement, les conséquences de cette intrusion des puissances financières et politiques dans le champ social et politique de la société civile ont largement induit une fracture au sein des OSC en organisations pour et contre les DSRP. Cette division artificielle maintenue dans les rangs des OSC que ce soit au Sénégal, au Malawi ou au Ghana montre bien que l'un des objectifs poursuivis par les IFI est de légitimer leur nouvelle démarche par l'instrumentalisation des OSC voire leur affaiblissement. Il convient de noter à cet égard que les stratégies d'appui institutionnel mises en œuvre par les institutions onusiennes ou de Bretton Woods ne visent nullement à renforcer les capacités de « soutenabilité » et de « durabilité » (pour reprendre des expressions en vogue) des OSC, mais seulement à les maintenir en permanence sous perfusion à travers de petits projets sans consistance réelle ou des réseaux sans lendemain. En raison de leur fragilité institutionnelle, financière et programmatique les OSC sont ainsi condamnées à végéter, à disparaître ou à se développer mais à l'unique condition de s'aligner à l'ordre externe. Les récalcitrants sont généralement « affamés » par une raréfaction programmée de leurs ressources financières. Dans tous les cas, les institutions de Bretton Woods ne permettent jamais aux OSC d'évaluer de façon indépendante les politiques auxquelles ils soumettent les peuples africains sans parler des questions macro-économiques jamais soulevées ne serait-ce qu'à un semblant de débat « participatif ».

Dans le cas du Sénégal, la discussion sur le DSRP a été hâtive, bâclée et n'a donné lieu à aucun débat sérieux, approfondi et serein sur la gravité des conclusions à la fois stratégiques et opérationnelles auxquelles sont parvenues les auteurs internationaux et locaux du DSRP. La Banque Mondiale et le FMI ont supervisé de façon sourcilieuse le processus de participation des OSC qui n'ont pu avoir connaissance de la première version du DSRP que le jour même d'un atelier national entièrement contrôlé par des consultants aux ordres largement acquis aux thèses dominantes des IFI sur l'ajustement structurel. Les groupes de travail étaient « facilités » par ces mêmes consultants qui indiquaient aux participants comment penser les problèmes et quelles réponses étaient attendues d'eux. De plus les OSC étaient en réalité noyautées par une kyrielle de représentations institutionnelles d'essence gouvernementale ou exécutive.

Ayant personnellement participé à ces « consultations », j'ai été choqué, et je m'en suis ouvert plus tard au Représentant Résident du FMI à Dakar, par l'implication directe et hautement intrusive voire directive d'un certain Monsieur Schaeffer de la GTZ allemande à Dakar qui a franchement passé les limites de la décence et du devoir de réserve auquel

l'astreint sa position de « coopérant ». Pour éviter des incidents inutiles, j'ai personnellement été obligé de quitter la salle de délibérations en promettant de revenir sur les questions discutées à travers des études plus approfondies et circonstanciées. C'est compte tenu de l'arrogance de tels coopérants (en fait des politiciens et des idéologues déguisés) dans le processus local « d'appropriation » du DSRP que l'écrasante majorité des OSC se sont retrouvées par la suite au sein d'Assises nationales pour rédiger un mémorandum à l'adresse du Chef de l'Etat et faire connaître leurs positions sur le processus d'ajustement structurel que représente le DSRP. Ces précisions faites, il convient de noter par souci d'objectivité que, dans l'ensemble, les représentants des agences bilatérales et multilatérales se sont comportés avec réserve et dignité au cours des réunions sectorielles sur le DSRP.

Il convient enfin de noter qu'il n'y a aucune transparence dans la manière dont les OSC ont été associées à l'exercice à travers leurs « représentants ». Il n'y a pas eu de débat national au sein des OSC sur la qualité et la nature de cette représentation. En d'autres termes, aucune structure n'a été mandatée de façon consensuelle et dans la transparence pour discuter du DSRP au nom de toutes les OSC sénégalaises. Aucune structure ne devrait, par conséquent, s'approprier unilatéralement cette prérogative. Cette question de la représentation des OSC mérite d'être discutée avec sérénité et dans un esprit non partisan et non conflictuel. Malheureusement, le poids de l'argent et le trafic d'influence auxquels se livrent les IFI et des institutions telles que la GTZ, le gouvernement (dont certains membres de l'attelage présidentiel contrôlent depuis longtemps tel conglomérat d'assistance aux ONG), mais aussi les parties bilatérales et plurilatérales compliquent davantage la situation et aggravent le malaise évident qui règne au sein de la communauté des OSC. Il convient cependant d'ajouter que les OSC ont accepté d'engager la discussion sur la question centrale de son rôle et sa responsabilité au cours des Assises nationales citées plus haut (voir, en particulier le procès-verbal et les recommandations du Groupe de travail sur cette question précise en annexe).

Le chapitre V porte la marque d'Elizabeth Paul, jeune prodige de l'Université de Liège en Belgique et une observatrice attentive du DSRP au Bénin. L'auteur rappelle tout d'abord les actes fondateurs et les postulats de base des DSRP (appropriation ; recherche de résultats ; vision globale et à long terme ; priorisation ; partenariat). Ces présupposés ayant été minutieusement déconstruits par Ly et Diouf, il ne me paraît pas utile d'y revenir ici. La partie relative aux fondations conceptuelles, « scientifiques » et institutionnelles exposée par Elizabeth Paul fait l'objet d'analyses saisissantes par Ly (chapitre I) et Thelma Awori (préface) qui ont montré avec des arguments différents mais convergents à quel point la pensée dominante participe, à la limite, de la prestidigitation intellectuelle puisqu'elle travestit les faits socio-économiques pour les modeler aux contours de catégories abstraites telles que les « lois » du « marché », de « l'équilibre entre l'offre et la demande » et des exercices de priorisation des ressources qui broient les plus faibles et donnent la part belle aux multinationales en permettant au besoin l'évolution de rentes de situation cadencées par le parcours hachuré et en dents de scie d'économies sous perfusion.

Dans la partie relative aux fondations conceptuelles, « scientifiques » et institutionnelles du DSRP ainsi que ses origines et constituants, Elizabeth Paul expose ce qu'elle tient comme la trajectoire visible de la « nouvelle » stratégie des institutions de Breton Woods (de l'approche projet, aux conditionnalités et au « paradigme du partenariat et de l'appropriation »). Il est regrettable que l'auteur n'ait pas cru devoir démontrer la légitimité scientifique de ce qu'elle tient pour un nouveau paradigme. Il est tout aussi regrettable qu'Elizabeth Paul n'ait pas utilisé son jugement critique vis-à-vis des préceptes idéologiques de la Banque Mondiale. Elle s'amende pourtant dans la dernière partie de sa revue de littérature lorsqu'elle évoque les faiblesses du DSRP, évocation qui rejoint d'ailleurs celle des OSC et des premiers chapitres de l'ouvrage. Il convient de signaler au passage qu'au titre des faiblesses, l'auteur omet d'analyser les conséquences négatives de l'unilatéralisme des institutions de Bretton Woods sur les besoins vitaux d'intégration régionale des pays africains (besoins davantage pris en compte au moins formellement par l'Union Européenne).

Elizabeth Paul fait preuve d'une certaine naïveté lorsqu'elle prend pour argent comptant le discours officiel sur la sincérité des processus de démocratisation du budget à travers les semblants de réformes en cours et les stratagèmes de la lutte anti-corruption dans un contexte de relative stabilité de la classe politique dominante qui assure aisément sa reproduction et son impunité en l'absence de forces sociales capables de mettre un terme à cette hégémonie dévastatrice et prébendière. Il convient également de noter l'absence de démonstration de la corrélation entre la mise en œuvre du DSRP béninois et le recul de la pauvreté (l'éradication de celle-ci n'étant plus à l'ordre du jour).

Les vues complaisantes de Paul vis-à-vis du DSRP béninois l'amènent à admettre que celui-ci offre en tant que concept « la possibilité de changer et d'incarner un nouveau paradigme de l'aide au développement » et qu'il « reconnaît le besoin de renforcer le rôle de l'Etat, au travers de la planification, de l'approche globale et du choix de priorités ». L'auteur en conclut que le DSRP « constitue donc un pas dans le sens de la réhabilitation du rôle de l'Etat et de l'augmentation de sa souveraineté ». Ce jugement de valeur qui s'écarte de l'analyse rigoureuse des faits et de l'interprétation de leur enchevêtrement montre encore une fois à quel point l'auteur se méprend sur la nature des DSRP malgré toutes les limites qu'elle a minutieusement passées en revue sans avoir eu, il est vrai, le temps et l'espace nécessaires pour confronter ces dernières au champ complexe de l'économie politique. Le faux-pas analytique de Paul réside précisément dans l'absence de définition et de description de ce qui pourrait être qualifié de « nouveau » dans le paysage du développement en Afrique. Le glissement de sens qui s'opère à partir de là ne lui permet plus de séparer le bon grain (la nouveauté réelle supposée de l'expérience en cours et son potentiel de rupture par rapport à l'ordre ancien des conditionnalités) de l'ivraie idéologique que représentent les justificatifs des DSRP. En outre, elle se méprend sur le qualificatif de « vrai plan de développement » utilisé par Diouf parlant du DSRP. Elizabeth Paul franchit, en effet, trop vite le pas qui consiste à conclure à la matérialité de la réhabilitation de l'Etat par le DSRP à partir de l'intention proclamée de celui-ci de se comporter en planificateur du développement. En d'autres termes, ce n'est pas parce que l'on se barde arbitrairement d'un brevet de « développeur » que l'on développe

effectivement ou que l'on assiste « l'autre » à « se développer » pour reprendre l'expression du professeur Ki-Zerbo.

Elizabeth Paul s'amende courageusement cependant dans sa postface, ce qui est, reconnaissons-le sans réserve, une qualité rare par les temps qui courent en raison du carriérisme et du mandarinat qui prévalent largement au sein des institutions de recherche qu'elles soient du Nord ou du Sud.

Le chapitre VI est une réédition d'une étude faite par l'économiste Ghanéen Charles Abugre en Juin 2000 dans le cadre de la campagne mondiale pour l'annulation de la dette des pays du Tiers monde sous les auspices de WDM. Son analyse n'a rien perdu de son actualité, bien au contraire. Elle révèle que les évaluations internes de la Banque Mondiale montrent que cette institution n'a aucun mécanisme substantiel de mesure et de suivi de l'impact de ses programmes d'ajustement sur la pauvreté. Au Ghana, comme partout ailleurs, les conditionalités de la Banque Mondiale et du FMI « imposent des changements de politiques du sommet à la base », selon Charles Abugre. Elles achètent les réformes des gouvernements emprunteurs et tentent de court-circuiter le processus de formation de consensus entre les OSC et les autorités gouvernementales ainsi que les élus locaux.

L'auteur du chapitre VI dresse un réquisitoire implacable sur les notions de participation et d'appropriation omniprésentes dans les DSRP. Abugre suggère, en effet, qu'« *en ce qui concerne la participation, la méthode suivie jusqu'à présent montre que l'objectif poursuivi a moins à voir avec la promotion d'un « consensus social » que de réaliser « l'ingénierie du consentement » par les diktats subtils des prêteurs... Il apparaît que la participation n'est acceptable qu'à condition qu'elle ne se mêle pas des affaires sérieuses des politiques macro-économiques et structurelles. D'ailleurs, pour ce qui est de ces questions sérieuses des politiques macro-économiques, y compris les taux de change, les réformes commerciales et la privatisation, il y a beaucoup moins de prétention à réaliser « le consensus social et la transparence ».*

Charles Abugre, Directeur Exécutif du Centre de Développement Social Intégré du Ghana et ancien Coordinateur du Secrétariat pour l'Afrique du Réseau du Tiers-monde, montre qu'en dernière instance, les Etats ont davantage intérêt à mettre en œuvre une véritable stratégie nationale de développement qu'à se comporter en exécutants dociles du DSRP. Une telle stratégie devrait être instruite avant tout par les exigences de la « justice sociale », du « développement social » (des concepts que l'auteur définit insuffisamment) et des intérêts et priorités des couches les plus pauvres et les plus exploitées de la population. On regrettera que Charles Abugre n'ait pas exploré la piste « sociale » de manière plus approfondie car, en dernier ressort, seul un mouvement social organisé en une puissante coalition nationale et ayant débusqué de ses rangs les chevaux de Troie contenant des sociétés civiles aux ordres et des opportunistes de tous poils, peut se battre avec esprit de suite et toute la détermination requise pour imposer un consensus social juste à l'ordre

interne plutôt qu'aux canons de la division internationale inégale et de la mondialisation.

On saura gré cependant à Charles Abugre d'avoir exploré des pistes alternatives pour une véritable démocratisation du processus de consultation OSC-Etat-Gouvernement sur la lutte contre la pauvreté et ses causes réelles. L'auteur suggère, en outre, la réduction du rôle de la Banque Mondiale et du FMI et le redressement des économies sous perfusion à travers notamment l'évaluation du « contenu social » des politiques du FMI. Ce sont là des propositions d'une grande portée politique, car des voix de plus en plus autorisées et concordantes se mêlent aux exigences nouvelles des OSC et du mouvement anti-mondialisation pour demander la suppression de ces institutions ou à tout le moins leur réforme dans le sens de leur démocratisation, la voix des pays pauvres devant être aussi valable que celle des puissances industrielles et de la super-puissance américaine dans la détermination des politiques d'appui au développement des pays non industrialisés.

Le chapitre VII est un document collectif produit par le Réseau pour la justice économique au Malawi qui confirme ce que les études sur le Sénégal, le Bénin et le Ghana ont observées, à savoir la non participation réelle et transparente des OSC dans l'élaboration des DSRP nationaux.

Le chapitre VIII représente un effort collectif remarquable des OSC afin de vérifier l'adéquation entre la théorie néolibérale et la réalité quotidienne que vivent les populations démunies d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud. Jubille South, Focus on the Global South (Bangkok) AWEF ON (Kampala) et le Centro de Estudios Internacionales (Managua) ont réussi, avec l'appui du Conseil Mondial des Eglises, à mener à terme une série d'enquêtes régionales et par pays, sur les processus de mise en œuvre du DSRP. Ils présentent dans ce chapitre des résultats préliminaires basés sur des ateliers tenus dans chacun des trois continents y compris des révisions approfondies et des discussions très ouvertes avec les principaux acteurs impliqués. Le lecteur pourra tirer les conclusions de lui-même : partout, sous toutes les latitudes, c'est le rouleau compresseur des IFI alliés aux Etats mis sous ajustement qui dicte les règles du jeu et continue d'imposer des conditionalités dont on demande l'« appropriation » a posteriori par les OSC locales et dans des domaines non essentiels.

Le chapitre IX est une prise de position de l'ONG internationale Oxfam America sur les DSRP. Il est différent de la position d'Aide Transparence et de la majorité des ONG africaines qui condamnent sans ambages les politiques d'ajustement structurel de la Banque Mondiale et du FMI en Afrique et ailleurs. Mais respectant la règle de l'équilibre dans la diffusion de l'information, nous avons tenu à publier cette prise de position d'Oxfam America afin de susciter un débat approprié, sans passion, sur les rapports entre ONG du Nord et du Sud sur le soutien à apporter à la lutte des peuples africains contre l'oppression des IFI et de l'OMC en cette période de mondialisation du capital, des marchés financiers et du commerce international.

Nous n'y avons pris garde ni au Nord ni au Sud : les institutions financières et commerciales internationales sont devenues les véritables gendarmes du monde. Elles ont réussi au fil des ans à détourner les suffrages populaires, les intentions de vote et à les subvertir par la diplomatie de l'argent et à travers une kyrielle d'officines, de think tanks, d'agences de coopération dont le seul objectif est de légitimer aux yeux des opinions publiques (du Nord surtout et subsidiairement du Sud) des notions comme celles de « développement durable » et d' « eradication de la pauvreté » en lesquelles ils ne croient pas eux-mêmes.

Les annexes retracent les péripéties de mise en œuvre et les discussions internes des OSC sur le DSRP au Senegal.

Au total, cet ouvrage représente un instantané arc-en-ciel des points de vue des OSC africaines, du Nord et du Sud sur la mise en œuvre des DSRP. Comme dans toute entreprise de ce genre, il y a des zones d'ombre voire des glissements de sens, des prises de position qui répondent à des préoccupations convergentes mais divergentes dans l'appréciation des méthodes de lutte du mouvement social ou même d'évaluation théorique des réalités à transformer.

Notre préoccupation centrale dès le départ a été d'analyser pour mieux la comprendre la cause de la détermination des IFI de constamment « ajuster » un ordre économique et social dans lequel ils sont à la fois juge et partie, subvertissant jusqu'aux fondements du suffrage universel. Car les Chefs d'Etat démocratiquement élus par leurs peuples respectifs ont été portés aux affaires sur la base d'un programme social précis et des plateformes (certes électoralistes comme partout ailleurs) programmatiques de développement économique et social. Ce sont ces programmes qui sont foulés aux pieds par les IFI qui tordent le bras à ces mêmes Chefs d'Etat dénués de la volonté de résister et/ou prisonniers de fins de mois difficiles et de trésoreries intrinsèquement faibles mais davantage laminées par la médiocrité, la cupidité et l'absence de bornes juridiques et politiques suffisamment dissuasives. Cette donnée permanente des relations internationales doit être un souci légitime d'inquiétude pour tous les démocrates et tous ceux, nombreux, qui sont épris de paix et de justice sociale.